

défense de Occident

M. B. :

Une année sans histoire

●

Fabrice LAROCHE :

Israël à l'heure atomique

●

Pierre FONTAINE :

Angleterre, Marché Commun et Pétrole

●

Maurice BARDECHE :

L' « Aggiornamento » de la civilisation

●

Alfred ROSENBERG :

Le destin des peuples : les idéologies et l'instinct national

●

François Mauriac et le recours en grâce de Robert Brasillach

THE UNIVERSITY
OF MICHIGAN

MAR 10 1968

PERIODICAL
READING ROOM

Les Sept Couleurs, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6^e)
CCP 2182-19 Paris

Nouveautés

B. LA MARQUE

PARIS BRULERA

Les dix prochaines années de notre vie vues
par Nostradamus dans ses célèbres « Centuries »

Un volume in-16°, 256 pages 15 F

F.-H. LEM

« LE FOND DU PROBLEME »

Lettre ouverte à Monsieur le Ministre de l'Inté-
rieur sur les accidents de la route.

Un réquisitoire précis et une accablante docu-
mentation.

Un volume in-16° Jésus, 80 pages . 7,50 F

Les Sept Couleurs, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6^e)
CCP 2182-19 Paris

Défense de l'Occident

Nouvelle Série — 16^e Année

Décembre 1967 — N° 67

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

SOMMAIRE

M. B. : <i>Une année sans histoire</i>	3
Fabrice LAROCHE : <i>Israël à l'heure atomique</i>	12
Yann BEUZEC : <i>Complots pour une république bretonne (suite)</i>	17
Pierre FONTAINE : <i>Angleterre, Marché Commun et Pétrole</i>	25
Charles GARDIE : <i>La Russie en 1917</i>	34
Maurice BARDECHE : <i>L'« Aggiornamento » de la civilisation</i>	39
Alfred ROSENBERG : <i>Le destin des peuples : les idéologies et l'instinct national</i>	51
CHRONIQUE DES ARTS, par F.-H. LEM : <i>Trésors de Chypre au Musée des Arts Décoratifs ; Théodore Rousseau au Musée du Louvre, Galerie Mollien ; Georges Mathieu au Musée d'Art Moderne ; Aquarelles de Gromaire à la Galerie David et Garnier</i> ..	70
LES LIVRES DU MOIS : Georges Blond, <i>Rien n'a pu les abattre</i> ; Raymond Tournoux, <i>La Tragédie du Général</i> ; Jean Boisson, <i>Napoléon était-il franc-maçon</i> ; <i>Les Noms sur les Murs</i> ; <i>Aspects des relations russo-roumaines</i>	79
DOCUMENTS EXTRAITS DE LA PRESSE INTERNATIONALE : <i>La guerre et les juifs — La déclaration du Dr Chaim Weizmann (Deutsche Hochschul-lehrer Zeitung) — Le S.P.E.S. et l'amnistie</i>	84
DOCUMENTS : Louis GAITARD, <i>François Mauriac et le recours en grâce de Robert Brasillach</i>	93

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35 F

Etranger : 1 an : 37 F

Propagande : 50 F et 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 27, rue de l'Abbé-Grégoire
Paris-6° — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

DEFENSE DE L'OCCIDENT devant paraître désormais dans un format plus grand, et, chaque fois que nous le pourrons, sur un plus grand nombre de pages, nous avons été obligés d'augmenter le prix du numéro ainsi que le prix de l'abonnement. Nos lecteurs anciens qui se trouvent dans une situation difficile par suite de leur âge ou en raison des événements pourront nous demander à bénéficier de l'ancien tarif d'abonnement. La même facilité pourra être accordée, sur demande, aux étudiants, jeunes ouvriers ou jeunes agriculteurs. L'abonnement comprend la fourniture, sans supplément, de nos numéros spéciaux.

L
on
et,
les
effr
lati
c'es
ann
divi
d'hu
Le C
qu'à
canu
M.
pire
pou
répu
gouv
Popu
déter
l'U.N
mim
que
L'
seme
inter

Une année sans histoire

L'année qui vient de s'écouler n'est pas de celles dont on peut se féliciter. C'est une année de consolidation et, comme on pouvait facilement le prévoir, elle a détruit les espoirs et les illusions de ceux qui avaient cru à un effritement rapide du régime après les élections législatives. Bien loin qu'il se soit produit un tel effritement, c'est le contraire qui est arrivé ainsi que nous l'avions annoncé. La division en deux blocs s'est confirmée, cette division exprime très mal la réalité politique d'aujourd'hui mais elle est la seule option qui s'offre pour demain. Le Centre n'est qu'une fiction politique qui ne fait illusion qu'à ceux qui veulent bien se prêter à l'illusion. M. Lecanuet fait avec timidité et insignifiance la politique que M. Giscard fait avec plus d'autorité : l'un et l'autre aspirent à être demain le dénominateur commun sous lequel pourront se grouper les gaullistes et ceux qui, tout en répugnant à la politique gaulliste, préfèrent toutefois un gouvernement de centre-droit à un gouvernement de Front Populaire : ce calcul leur interdit d'être des adversaires déterminés, ou simplement des adversaires efficaces de l'U.N.R. Ils sont donc condamnés au jeu de fléchettes et miment une danse du scalp inoffensive qui n'intéresse que les badauds.

L'opposition de droite, comme on pouvait malheureusement le prévoir, n'existe plus. Elle n'est même plus un interlocuteur ni même un appoint. Elle n'existe plus,

F
postal
égoire

mais
is le
vons
prix
dans
des
ancien
rdée,
agri-
pplé

voilà tout. La cause de cette volatilité n'est pas dans l'échec électoral aux élections législatives, elle est dans les divisions qui ont apparues à ce moment-là. Elle est surtout dans l'inertie complète qui a suivi et à laquelle il fallait s'attendre. L'opposition de droite n'a ni chef, ni directives, ni programme, elle n'est plus qu'un groupement d'intérêt électoral qu'on réveille de sa léthargie au moment où se présente une nouvelle opération électorale. Dans l'intervalle, ni organisation, ni cadres, ni doctrine. Pas même une position politique : car ce n'est pas une politique de prendre systématiquement le contre-pied de ce qui est dit ou fait par le gouvernement, c'est seulement une réponse d'enfant qui refuse de manger sa soupe. L'opposition de droite ne présente donc, à l'heure actuelle, aucune formule constructive. Elle fait écho dans le désordre à tous les mécontentements. Elle n'a su ni marcher avec son temps, ni renouveler ses thèmes, ni se créer une place dans un système politique nouveau.

Nous restons convaincus toutefois que sous une conduite ferme et cohérente, l'opposition de droite peut rester une forme d'appoint indispensable et efficace. Mais elle doit accepter la situation politique telle qu'elle est et ne pas avoir les yeux fixés sur une ligne d'horizon qui se trouve située trente ans en arrière. Dans une politique bi-partisane, l'opposition de droite n'a pas à choisir entre deux maux, de Gaulle et le Front Populaire. Elle ne peut que refuser de Gaulle, elle ne peut que refuser le Front Populaire. Dans la bataille électorale proprement dite, l'ouverture ne pouvant se faire que par la disparition de de Gaulle, elle doit voter contre de Gaulle pour créer une situation nouvelle. Tant que de Gaulle est vivant, elle doit refuser de reconnaître son pouvoir et le combattre. Cette situation ne souffre ni exceptions ni compromis. Les gaullistes doivent en prendre conscience. Tant que de Gaulle est vivant, notre réponse est *non*. Au contraire, après sa disparition, nos alliés naturels seront certains groupes gaullistes, car l'objectif capital sera de faire le barrage à un gouvernement de Front Populaire à participation communiste. Une collaboration ne peut être envisagée qu'à cette date. Mais il faut considérer qu'elle

est inévitable et qu'elle peut être un moyen de réintégrer l'opposition de droite parmi les forces politiques efficaces.



En d'autres secteurs non moins importants, l'année qui vient de s'écouler a vu s'aggraver considérablement la situation sans que l'opinion en ait clairement conscience. L'idée européenne a perdu tout élan et tout dynamisme. La politique purement destructrice du régime fondée sur la mauvaise humeur, le règlement de comptes et la préoccupation du prestige personnel porte maintenant ses fruits. La politique de l'Europe troisième force reste une idée essentielle mais dont les applications doivent être calculées avec soin et en fonction des circonstances. Cette remise à jour continuelle des conditions de notre politique suppose cependant que l'Europe existe. Car elle est la fondation de toute construction future. En s'obstinant dans les réticences, dans les refus, dans la mauvaise volonté, le régime gaulliste détruit la foi et l'efficacité de ceux qui voulaient créer en tout cas un facteur politique nouveau. La politique française n'est pas une politique constructive : elle est en réalité, en ce moment, une politique de maître d'école qui consiste à donner des punitions à des élèves indisciplinés. Elle détruit et ne propose rien en échange.

Il est, par exemple, tout à fait légitime de répondre à l'Angleterre qu'elle n'est pas dans les conditions morales et matérielles qui lui permettent de s'intégrer utilement à l'unité européenne. Même parmi nos amis, je crains que beaucoup ne comprennent pas que l'allergie de l'Europe à l'Angleterre est politique et morale beaucoup plus que commerciale. Ce n'est pas l'adhésion de l'Angleterre au Marché Commun qui pose des problèmes, mais l'insertion dans l'organisme politique européen d'un pays en pleine décadence morale et conduit par une aristocratie et des banques enjuivées. Toutefois, le refus qu'on doit opposer pour l'instant à l'Angleterre devrait être assorti en même temps de propositions de *modus vivendi* qui tiennent compte de la situation de l'Angleterre et des

problèmes qu'elle a à résoudre et qui lui permette une collaboration partielle en attendant que sa santé matérielle et morale se soit améliorée. La réponse abrupte qui lui est opposée, l'état de crise créé par cette réponse dans les autres pays européens constituent un facteur purement négatif. Comme d'habitude la France a l'air d'un petit garçon mal élevé qui fait l'important.

En revanche, et sans qu'on comprenne pourquoi, nous nous laissons entraîner dans les négociations extrêmement graves du Kennedy-Round, beaucoup plus menaçantes pour notre économie que la fameuse échéance de Juillet 1968. Les conditions aberrantes qui ont été accordées pour l'entrée sur nos marchés à des marchandises provenant d'économies non européennes et les ravages que peuvent faire ces conventions conclues à la légère sont en réalité beaucoup plus redoutables que les malaises qui peuvent surgir de la mise au point du fonctionnement du Marché Commun pour lequel nous disposons de toutes sortes de manettes et d'un tableau de bord extrêmement complet qui permet une infinité de réglages. Il n'en existe aucun, au contraire, contre l'invasion brutale des marchandises japonaises et américaines. Il est incompréhensible que, pour faire plaisir à quelques maniaques du libre-échange, qui se croient encore au temps de Gladstone, on ait couru des dangers aussi graves que ceux que nous risquons de rencontrer en faisant coïncider l'échéance du Marché Commun et celle du Kennedy-Round.

Enfin, nous avons le devoir de rappeler sans cesse que l'intégration économique de l'Europe n'est qu'un *palier* que la politique de nos gouvernements nous habitue beaucoup trop à regarder comme un but. Tout ce qui est économique est secondaire par rapport à ce qui est politique et moral. L'Europe des marchands nous préoccupe seule. Pendant ce temps-là, l'Europe des peuples recule et on nous habitue à l'oublier. C'est ce recul qui est grave, car il nous prive de toutes les perspectives qui pouvaient apparaître avec l'unité politique européenne, il la supprime de l'horizon politique. Il habitue les esprits, en revanche, à envisager des solutions chimériques et dangereuses vers lesquelles on nous entraîne peu à peu par

la méthode traditionnelle de la politique gaulliste qui consiste à attirer par petits coups le poisson vers la nasse du pêcheur.



Mais la perspective la plus inquiétante de notre politique reste encore celle de la dénonciation de l'Alliance Atlantique.

Notre haine maniaque des Etats-Unis, notre manière sournoise d'inventer des échecs américains, de nous en réjouir, de préparer des trappes et des pièges, est une politique d'obsédés et une conduite d'une rare sottise. Les Etats-Unis défendent en Asie les frontières du monde libre et celles de l'Occident même contre les infiltrations et les conquêtes du communisme. Cette guerre, qu'on peut trouver malheureuse et cruelle, existe, elle est un fait. Elle aide aussi les Etats-Unis à prendre conscience des valeurs nationales, à dégager les qualités humaines qui sont celles d'un grand peuple, à les préférer aux idéologies et aux courants camouflés de la subversion. Dans cette épreuve, les Américains prennent conscience de ce qui est sain et vigoureux dans le peuple américain, ils démasquent les idéologues du crypto-communisme et les maniaques de l'anti-racisme, ils découvrent leur vrai visage. Nous devrions souhaiter la victoire des Etats-Unis parce qu'elle est la victoire du monde libre et aussi parce qu'elle est, aux Etats-Unis même, la victoire des forces sur lesquelles peut s'appuyer la reconstruction de l'Occident.

C'est une chose que d'imaginer un esprit nouveau de l'Alliance Atlantique et même des stipulations nouvelles, si l'Europe unie, forte et armée, avait été capable de faire valoir à l'échéance du pacte ses droits à l'indépendance politique, et c'en est une toute différente que de détruire l'Alliance Atlantique sans la remplacer par quoi que ce soit d'autre. On n'aperçoit pas assez que le retrait de la France du Pacte Atlantique suppose une condition fondamentale qui n'est pas assurée : à savoir le maintien et le fonctionnement du Pacte Atlantique. Notre superbe isolement ne peut être envisagé qu'à l'abri d'un parapluie.

Ce parapluie, c'est la ceinture des Etats du Pacte Atlantique faisant écran autour de nous, et c'est principalement l'existence du bastion allemand. Nous ne pouvons jouer les Suisses qu'à l'abri de ces baïonnettes. Et si ces baïonnettes viennent à manquer ? Si notre retrait individuel du Pacte Atlantique entraîne un effritement du Pacte lui-même ? Si l'Allemagne fait comme nous ? On considère bien à tort que la question ne se pose même pas et que nous pouvons jouer les Ponce-Pilate à l'abri d'une solide rangée de gourdins.

Il est clair, au contraire, que toute une partie de l'opinion allemande prenant acte de la défection de la France, s'interroge de plus en plus sur l'opportunité de l'imiter et de recueillir, comme elle, les fruits d'une politique égoïste. La confiance que nous mettons dans l'Allemagne en raison de son magnifique rôle historique est malheureusement très exagérée. Nous devons nous persuader que la politique de démoralisation et de rééducation poursuivie en Allemagne depuis vingt ans a finalement porté ses fruits. Nous devons voir les choses en face. Il est à craindre que les Allemands ne s'intéressent absolument plus à la défense du monde occidental. Nous avons cherché en vingt ans à détruire toutes les valeurs du monde occidental. Nous y sommes arrivés. Dès lors, que souhaite défendre l'Allemagne, sinon l'Allemagne et le seul intérêt allemand ? Ce qui restait d'idéalisme à l'Allemagne et d'élan vers l'avenir avait été ranimé un instant par la perspective de la réconciliation franco-allemande proclamée comme la base de toute politique européenne future. On voit bien aujourd'hui que ce n'était qu'un discours de plus, des bras levés, des mots en l'air. Or l'Allemagne, réduite à la considération de ses seuls intérêts propres, a un problème majeur à résoudre : celui de la réunification. La clé de la réunification est à Moscou. Cette politique porte un nom. Elle est célèbre dans l'histoire de l'Allemagne. C'est la politique de Tauroggen et de Rapallo. Les cerveaux de la politique gaulliste ont cru très fort de faire la cour à la Russie. Nous serons deux à faire la cour à la Russie : c'est le principal résultat qu'ils auront obtenu.

La destruction de l'idée européenne et la destruction des valeurs morales sur lesquelles repose la civilisation occidentale a eu, en Allemagne surtout, des résultats que nous commençons à peine à mesurer. On peut dire qu'elle est le pays d'Europe le plus durement touché. L'Allemagne est une nation sur laquelle nous ne pouvons moralement pas compter. L'extraordinaire révélation, sur laquelle la presse européenne a fait rapidement le silence, de l'organisation d'un réseau d'espionnage par un multi-millionnaire très connu des milieux d'affaires allemands, Willy Porst, président d'un célèbre consortium d'appareils et de produits photographiques (on l'appelle familièrement en Allemagne Photo Porst), est un incident qui devrait nous renseigner sur l'état de décomposition auquel certaines couches de la population allemande sont arrivées. Et comment en serait-il autrement dans un pays où l'on a exalté ceux qui avaient trahi leur pays pendant que celui-ci était en guerre, où l'actuel ministre des Affaires Etrangères est un agent de l'étranger qui a porté les armes contre son propre pays, où les représentants officiels de cet imbécile de Krupp se font gloire d'équiper les pays communistes, où il est entendu en vertu du sacro-saint libéralisme économique que tout est bon pourvu qu'on fasse des affaires et qu'il est permis de faire des affaires avec n'importe qui ? Pourquoi M. Willy Porst aurait-il hésité à sacrifier quelques vagues documents confidentiels et quelques misérables chiffres ultra-secrets à l'extension de ses marchés photographiques dans les pays au-delà du rideau de fer ? Voilà la besogne que nous avons faite et nous nous apprêtons à la continuer en laissant l'Allemagne à elle-même.

Notre politique depuis vingt ans a été tellement dictée par l'aveuglement, le fanatisme, l'idéologie et la haine contre les Allemands que nous sommes arrivés à créer une situation qui est maintenant sans issue. Il vaut mieux appeler les choses par leur nom et traiter les faits sans complaisance. La réunification de l'Allemagne ne peut se faire aujourd'hui qu'au prix d'une guerre mondiale ou d'une trahison. Les Allemands préfèrent la trahison. C'est évidemment moins coûteux et nous ne

pouvons pas le leur reprocher après avoir béni la trahison dans tous les domaines. Mais il n'est peut-être pas très intelligent de leur faciliter les choses en déchirant le traité qu'ils hésitaient à mettre en pièces. La réunification de l'Allemagne ne se fera, nous le savons, qu'à une condition. L'Allemagne sera un jour réunifiée si elle accepte d'être un Etat neutre et non seulement d'être un Etat neutre mais d'être un Etat suffisamment tolérant à l'égard de toutes les formes du para-communisme. Willy Porst n'est qu'un précurseur. Tout le monde sera Willy Porst dans l'Allemagne réunifiée. Avec la bénédiction officielle.

Voyez-vous une alternative à cette situation ? Les Américains ont montré leur mollesse à l'occasion de la construction du mur de Berlin. Une politique d'entente et d'apaisement américano-russe repose tacitement sur le *statu quo*. Qu'offrons-nous aux nouvelles générations allemandes qui nous demanderont pourquoi l'Allemagne doit payer seule pour l'impuissance de ses alliés ? La politique gaulliste qui a sa solution pour toute chose s'est bien gardée d'avoir la moindre idée sur ce problème difficile. Nous disons aux Allemands : « Attendez des jours meilleurs ». Ils n'attendront pas indéfiniment. On leur proposera de devenir l'Autriche et ils accepteront de devenir l'Autriche. N'est-ce pas la « bonne Allemagne » que nous avons toujours souhaitée ? Devant cette nation d'aubergistes et de marchands que nous avons si soigneusement fabriquée, devant cette Allemagne émasculée, enfin émasculée, à l'image du reste du monde, nous nous aviserons alors que le germanisme si souvent honni constituera notre dernier espoir. L'Allemagne de demain ne restera une nation occidentale que si ce germanisme reste assez vivant, assez vigoureux dans les âmes allemandes pour faire obstacle à l'assimilation marxiste. Et, pour comble d'ironie, cette résistance à l'absorption soviétique, nous ne pourrons l'attendre d'aucun des partis actuellement au pouvoir en Allemagne qui sont les partis de la décomposition et de l'immoralisme. C'est l'opposition *germanique*, et non pas *hitlérienne*, telle qu'elle est représentée actuellement par

Von Thadden et ses troupes, qui portera sans doute un jour l'espoir de l'Occident. Et celui de l'Europe, si l'idée européenne parvient à survivre à dix ans de pensée gauliste. Voilà l'avenir de ce côté. Il n'est pas réjouissant. Mais il est le résultat de nos fautes et il ne peut être qu'aggravé et rapproché par les fautes que nous y ajoutons.



Quant au contraste entre les rodomontades de la politique française et cette position de neutralité helvétique vers laquelle nous nous dirigeons à pas de loup, elle a tous les aspects d'une attitude typiquement sénile. Avec nos discours, avec nos bavardages, avec notre manie de toucher à tout, nous donnons de plus en plus l'image d'un vieillard qui, appuyé sur son bâton, au lieu de faire de la charpie, distribue des conseils et des proverbes alentour de son banc de bois. Crachant par terre et bourrant sa pipe, la France fait entendre sa voix chevrotante. Tous les autres sont des imbéciles, tous les autres n'ont rien compris. La France seule grommelle dans son coin en répartissant équitablement les injures. C'est ce que nous appelons une politique de grandeur. Ce serait une politique de rodomontades pour quelqu'un qui serait appuyé sur une solide épée et qui saurait s'en servir. De la part d'un pays qui prend pour modèle avec le général Ailleret les méthodes de résistance de l'armée helvétique, c'est Don Diègue racontant ses souvenirs. Comme aux sénateurs romains assis sur leurs chaises curules, il est temps qu'on vienne nous tirer la barbe. Et c'est probablement ce que l'année prochaine nous réserve sous une forme ou sous une autre.

M. B.

Israël à l'heure atomique

Voici quelques mois, le Conseil de Sécurité des Nations Unies était saisi d'une note des pays arabes, qui protestait contre « la menace nucléaire israélienne ». Le gouvernement de Tel-Aviv faisait aussitôt répondre qu'il ne poursuit aucun projet belliqueux d'ordre atomique, et que ses installations ne visent qu'aux applications de la recherche à des fins pacifiques. En fait, le dialogue de sourds se poursuit depuis des années. Mais il semble bien que la « Guerre des Six-Jours » ait mis fin aux dernières hésitations. Dans dix-huit mois, deux ans au plus tard, Israël aura la bombe A.

Un physicien nucléaire américain, le Dr. Edward Teller, abordait le sujet, en août dernier, devant le Commonwealth Club de San-Francisco. « Je suis convaincu, a-t-il déclaré, que les Israéliens s'appêtent dès maintenant à posséder l'arme suprême. Leur réticence devant tout projet de traité sur la non-prolifération nucléaire, tel que les Russes et les Américains cherchent à en faire adopter un, n'a pas d'autre explication ».

On sait que la fabrication d'une bombe atomique de la première étape demande trois éléments principaux : un réacteur nucléaire de la taille voulue, de l'uranium en quantité suffisante pour l'alimenter, et une usine de séparation isotopique. Au plan financier, la réalisation demande des investissements sensiblement plus bas que par le passé. Depuis l'époque du Manhattan Project, le prix

des programmes classiques a diminué de près de 45 %. Le problème essentiel reste donc technique d'abord, politique ensuite.

En ce qui concerne l'usine isotopique, Israël est assuré de l'appui des Américains. Washington assiste en effet l'Etat juif depuis plusieurs années, quant à son équipement électronique et dans le domaine de l'informatique, terrain sur lequel les pays arabes sont, au contraire, plus démunis. L'infrastructure technologique, le nombre des techniciens ne posent pas non plus de difficulté majeure.

L'approvisionnement en uranium est plus malaisé. Tel-Aviv a l'habitude de se fournir auprès des Etats-Unis, du Canada, et de l'Afrique du Sud. Mais, depuis le conflit du mois de juin, l'Amérique se fait réticente. C'est à l'heure actuelle Prétoria qui se montre la moins curieuse sur l'utilisation du matériau. Cette coopération, de vieille date déjà, a pu laisser supposer que la République sud-africaine « prêterait » à l'occasion une région du désert de Kalahari pour des essais aériens israéliens. La dernière en date des livraisons d'uranium était de 10 tonnes.

Reste le réacteur. A l'origine, Israël ne disposait que de petits réacteurs nucléaires, utiles d'un point de vue technique, mais incapables de produire assez de plutonium pour être utilisés militairement. C'est le cas, par exemple, du réacteur de Nahal Sorek. L'élément qui a renversé la situation coïncide avec la mise en œuvre d'un programme destiné à dessaliniser l'eau de mer. Israël a pu obtenir alors des Etats-Unis, avec l'approbation de la France, un réacteur de forte taille, installé à Dimona, en plein centre du Neguev.

L'accord portant sur la livraison et l'installation du réacteur de Dimona, engin d'une puissance de 24 MW, n'a jamais été rendu public. Aucune inspection des organismes internationaux, comme le réclamaient les Maghrébins, n'a pu avoir lieu.

La production du « réacteur expérimental » de Dimona est importante. Elle a déjà atteint plus de 6 kgs de plutonium à partir des 50 t. annuelles d'uranium qu'Israël exploite sur les rives de la mer Morte. C'est-à-dire que, dès maintenant, l'Etat juif est en mesure de fabriquer

une première bombe atomique. L'Angleterre n'a pas résilié le contrat qui prévoit la livraison prochaine, à Tel-Aviv, d'un matériel électronique de haute précision, détecteurs d'ondes et thermomètres ioniques notamment. C'est dire que les assurances du Commissariat français à l'Energie atomique, selon lesquelles « la France, depuis deux mois, n'a fourni à Israël ni matériel de recherche, ni matériaux fissionables » fait sourire à Tel-Aviv.

Les Israéliens ont longtemps espéré pouvoir disposer d'une arme qui, compte tenu de la proximité géographique des belligérants, devrait n'être que de dissuasion. Le projet avait été lancé par le général Moshe Dayan, mais il avait été retardé dès lors que celui-ci dut s'éloigner du pouvoir.

La victoire de juin, la popularité qu'il y a gagnée, ont valu au général Dayan d'entrer à nouveau au cabinet. Nommé ministre de la Défense, il est aussitôt revenu à son idée première. C'est lui qui déclarait, le 7 juillet 1967, aux correspondants du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : « Israël pourrait être amené à prendre « des mesures énergiques » au cas où les pays arabes se procureraient une demi-douzaine de bombes d'origine chinoise ». Cette déclaration fut considérée, en Afrique du Nord, comme un essai pour « préparer l'opinion mondiale à une révélation malaisée à dévoiler dès maintenant : l'élaboration d'un programme atomique très avancé » (*Jeune Afrique* 20-8-67).

Dès son arrivée à la Défense, Moshe Dayan s'est empressé de limoger le directeur de la Commission israélienne à l'Energie atomique, un technicien dont les sentiments pacifistes étaient connus. De ce fait, la Commission fut rattachée directement au ministère de la Défense, ce qui n'a pu que faciliter, bien entendu, l'accélération des travaux à caractère militaire. Cette « mise en remorque » des installations de Dimona à la politique personnelle du général Dayan n'a pas été sans mal. Dayan n'a dû qu'à la vague de Nationalisme et d'impérialisme qui submerge Israël depuis six mois, de ne pas avoir à céder au veto du clan « modéré » des politiques : Mme Golda Meir, Abba Eban, Levy Eshkol et leurs amis.

A Tel-Aviv, on prépare maintenant les premiers essais.

L'hypothèse, avancée par les Arabes, qui voudrait que les Américains procèdent en secret à des expériences souterraines pour le compte d'Israël, ne semble guère fondée. En revanche, la collaboration des milieux ouest-allemands, aspect méconnu des « réparations » est bien réelle. Cinquante chercheurs et 400 experts militaires donnent le ton en R.R.A. Bonn et Tel-Aviv ont mis sur pieds un organisme commun chargé de la direction des travaux entrepris dans le domaine atomique. Cet organisme est dirigé par le professeur Gentner, de l'Institut de Physique Nucléaire Max-Planck, à Heidelberg.

Des spécialistes israéliens ont fait des stages d'études sur les techniques allemandes de production des matières fissiles à Hambourg et Karlsruhe. Et Bonn, de façon plus officielle, accorde depuis mai 1966 des crédits à longs termes et des prêts annuels de 160 millions DM au financement du programme de Dimona. C'est encore le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* qui faisait observer que l'ambassadeur d'Israël à Bonn, M. Ben Natan, a récemment tenté d'obtenir un second crédit de 160 millions DM pour les mêmes projets.

Ce n'est pas aux Etats-Unis, ni en Afrique du Sud, ni dans un atoll ou désert dépendant d'un pays occidental qu'Israël procédera à ses essais. Un centre atomique souterrain, véritable cœur des activités de recherche et d'expériences, est en cours de construction, dans le plus grand secret, dans le Neguev, au lieu-dit de « la Passe du Scorpion », entre Sodome et Revivim. C'est là qu'ont été transportées les dernières machines et l'équipement électronique. C'est là que le plutonium produit à Dimona est régulièrement véhiculé.

Dans ce contexte, l'affaire des « Mirages-IV » français, commandés aux usines Dassault de Mérignac, prend toute sa signification. Les « Mirages-IV » sont des avions spécialement construits pour la Force de Frappe. Ce sont des vecteurs sur lesquels Israël compte beaucoup, et que ne peuvent remplacer les Hawks américains qui doivent lui parvenir.

Le *Sunday Times* a pu écrire, sans démenti, que « dans le proche entourage de M. Marcel Dassault — dont les

opinions pro-israéliennes sont connues — on déclare qu'Israël a déjà reçu quelques Mirages-IV. La vente n'aurait pas été officielle, mais des arrangements négociés à Tel-Aviv par M. Serge Dassault, fils et collaborateur du célèbre avionneur, auraient permis de trouver un « détour » officieux permettant d'arriver au même résultat. C'est d'ailleurs un procédé analogue qui permit à la firme Turboméca de signer, en quarante-huit heures, un accord sur la construction de moteurs d'avions dans des usines israéliennes, en dépit de l'embargo. (1)

Comme nous l'avons dit plus haut, l'usage effectif de l'arme atomique par un petit pays de 21.000 km² à l'encontre d'adversaires éparpillés sur 11.000.000 de km², est évidemment plus psychologique que pratique. Néanmoins, l'apparition d'un nouveau foyer de tension nucléaire dans une zone d'influences aussi contestée, aussi agitée, que le Proche-Orient, est un facteur indéniable d'insécurité.

Les Arabes souhaitaient recevoir du côté soviétique des assurances pour faire échec aux préparatifs israéliens puisqu'il s'est avéré que leurs propres expériences ont échoué. Mais les réticences du Kremlin, que ce soit au moment de la crise de juin ou plus tard, semblent bien prouver que l'Union Soviétique a plus d'inconvénients que d'avantages à voir le carrefour proche-oriental se transformer en champ de tir. Depuis la Guerre des Six-Jours, au moment où elle reprend son implantation de Casablanca à l'océan Indien en passant par le Caire, elle a d'autres cartes dans son jeu.

Fabrice LAROCHE.

(1) A l'heure où nous écrivons, les autorités françaises n'ont pas renoncé à leur veto sur la livraison des « Mirages-IV ». Il n'est pas exclu non plus que les observateurs britanniques aient confondu les « Mirages-IV » et un certain nombre de « Mirages-III » (22 sans doute) discrètement envoyés à Tel-Aviv à la veille du 5 juin, afin d'assurer l'entraînement des pilotes.

Complots pour une république bretonne

(SUITE)

L'attitude allemande face au problème breton fut hésitante : aucun plan à ce sujet n'était prévu. Les Bretons, Debauvais et Mordrel en tête, essayèrent de forcer la main des Allemands. En gros, on peut dire que l'Armée était favorable à un « état breton » mais que la Wilhemstrasse y était farouchement opposée, Ribbentrop le ministre, en particulier, et surtout Otto Abetz, l'ambassadeur nazi à Paris, très francophile. Les militaires voulaient affaiblir la France en la dépeçant ; les diplomates pensaient déjà à la politique de collaboration. Les militaires établirent le poste de Gouverneur de la Bretagne ; sur intervention de Pétain à Berlin, il fut supprimé. Son existence fut de 15 jours ! De même le statut particulier des prisonniers bretons fut rapporté (camps spéciaux et séparés des autres Français ; nourriture améliorée ; libération anticipée : les Alsaciens-Mosellans d'une part et les Flamands d'autre part en ont également bénéficié). Caerlon reproche au P.N.B. de n'avoir pas profité de l'anarchie régnant en Bretagne entre l'effondrement du front et la reprise en main de l'autorité par Pétain après les pleins pouvoirs (10 juillet 1940) pour n'avoir pas proclamé l'indépendance. Pour cela, Caerlon propose l'exemple Croate. Soit. Mais il y a eu aussi l'exemple ukrainien : certains voulurent à Kiev reprendre le flambeau de l'heptman Petliura, par exemple. Les Allemands s'y opposèrent par la force ! D'ailleurs quand le P.N.B. voulut créer le 3 juillet 1940 à Pontivy un exécutif provisoire, composé de Debauvais, Mordrel, Lainé et Gugesse, les

Allemands montrèrent aussitôt les limites à ne pas enfreindre. Il est certain également que Debauvais et Mordrel ont commis une erreur : celle de revenir en Bretagne dans les fourgons de l'ennemi. Mais croire que les Bretons étaient à la solde des Allemands est faux. D'une part les Régionalistes, dont le principal nom était alors Fouéré, voulurent travailler dans le cadre Français, un cadre qu'ils désiraient fédéraliste. D'autre part, le P.N.B. évinça ses extrémistes pour passer sous la direction de Delaporte (décembre 1949 : Mordrel et Debauvais durent s'effacer. Mais, ceux-ci étaient loin d'être des hommes-lige de Berlin. Certaines prises de positions passées (Guernica, affaire Tchèque) le prouvent ; d'autres, en pleine guerre sous la présence allemande l'attestent. Ainsi : la Bretagne doit « décider de son sort, non plus à la France d'aujourd'hui sans pouvoir ni à l'Allemagne, simple puissance occupante » (Mordrel) ou « Pas de léchage de bottes. Les Bretons ne sont les valets de personne ! Ni des Allemands, ni des Anglais, ni des Français ni de la finance internationale » (tract inspiré par Debauvais) « les Bretons se foutent des écervelés de Paris, des radoteurs de Vichy comme ils se foutent des coups de gueule gaullistes ! » (id.). Pour oser dire cela il fallait un sacré culot tandis que Mauriac faisait du « léchage de bottes » auprès de la Propaganda Staffel et que Sartre se chauffait à St-Germain.

Monseigneur Duparc qui avait fait en 1932, pour le 4^e centenaire du Rattachement, un discours très nationaliste préfère prendre ses distances avec les dirigeants bretons (il ira jusqu'à les excommunier en bloc !)

Les militants bretons se scinderont en 2 blocs bien délimités au cours de cette guerre. Certains joueront la carte française, d'autres l'allemande. Ceux qui espéraient en une solution française se fondaient sur la position de Vichy : en effet, Pétain, le 19 novembre 1940, n'avait-il pas parlé de la renaissance des provinces dans le cadre de la Révolution Nationale ? Ainsi en octobre 1942, avec l'accord de Vichy, sera créé le Comité consultatif de Bretagne sous l'impulsion de Fouéré : c'est la 1^{re} fois depuis 1790 qu'une assemblée représente la Bretagne, en entier,

aup
nali
l'égi
dés
ce »
l'abl
gue
fran
com
donc
rieu
les
En e
total
Bret
jeté
10 m
von
colla
l'ind
la p
Pétai
breto
tait l
fédér
carte
ne vo
le pr
ment
et De
tes e
P.N.B
trahis
ne pl
tir d
bre 1
une c
était
Son
milita

auprès de l'autorité centrale. Par ailleurs, l'Union Régionaliste bretonne parle de réorganiser la Bretagne « sous l'égide de la France » et affirme que ce serait « un déshonneur de participer au démembrement de la France ». En sus, une pétition signée, en particulier par l'abbé Perrot et Y. Fouéré, demande l'étude de la langue et de l'histoire bretonnes « dans le cadre de l'unité française » et réclame une « autonomie administrative... compatible avec l'indivisibilité de la France ». On voit donc que l'attitude de Pétain fut habile sur le plan intérieur. Elle le fut tout autant sur le plan extérieur, dans les rapports avec l'Allemagne, à propos de la Bretagne. En effet, Montoire fut incontestablement un renversement total et définitif de la politique du III^e Reich vis-à-vis des Bretons car il est indéniable qu'un Etat Breton fut projeté par certains cercles allemands entre l'attaque du 10 mai 1940 et l'Armistice. Aussi, peut-on affirmer que von Ribbentrop et Abetz, envisageant une politique de collaboration avec la France ont été les fossoyeurs de l'indépendance bretonne. En cela, ils ont été appuyés par la politique du Maréchal : en demandant l'Armistice, Pétain, coupant l'herbe sous le pied des nationalistes bretons, a sauvegardé l'unité française car cela permettait la collaboration. Cela ne veut pas dire que tous les fédéralistes, jouaient la carte Pétain : ils jouaient la carte bretonne quel que soit le gouvernement français. Ils ne voulaient pas que le problème breton fût affecté par le problème du régime français. Ainsi lors du débarquement des Américains en A.F.N. en novembre 1942, Fouéré et Delaporte ont pensé entrer en relations avec les gaullistes et dès lors Delaporte orienta de plus en plus le P.N.B. vers un neutralisme. Attitude qui le fera taxer de trahison par Lainé. Celui-ci prit une position de plus ne plus engagée aux côtés des Allemands, surtout à partir du lamentable assassinat de l'Abbé Perrot (Décembre 1943). Perrot hors de tout contexte politique, était une des figures marquantes du mouvement breton : il était très respecté par toutes les nuances et tendances. Son assassinat prouvait que plus personne, parmi les militants, quelle que soit sa couleur ou son orientation,

n'était à l'abri : tous étaient menacés. Pour se défendre, Lainé constitua la Bezenn Perrot, milice uniquement bretonne. Les épurateurs à la libération firent l'amalgame : ils ne virent pas de nuances entre un Lainé et un Fouéré. Tout le mouvement breton fut traité en bloc, comme s'il avait suivi uniquement Lainé. Or même un Debauvais (qui ne sera pas jugé car il mourra en mars 1944), on l'a vu, savait se démarquer de Vichy ou des Allemands : ainsi, en octobre 1941, quand les Allemands prirent pour otages (otages de Châteaubriant) des Bretons, il fit démarches sur démarches pour leur éviter le poteau.

Lainé justifia sa décision de former une milice, habillée et armée par les Allemands, par les exemples de Pilsudski qui combattit les Russes dans les rangs des Empires Centraux, de Masaryck qui combattit l'Autriche-Hongrie et enfin des Irlandais soulevés contre les Anglais, toujours au cours de la même guerre 1914-18. Aux Fédéralistes et Régionalistes, Lainé disait que leur attitude modérée n'avait rien apporté à la Bretagne tout en les privant du soutien allemand. Doriot promit de reconnaître l'autonomie de la Bretagne s'il prenait le pouvoir pour permettre aux Bretons de réintégrer la Communauté Nationale afin de lutter contre les Juifs et la franc-maçonnerie et pour obtenir « l'amnistie en faveur des Bretons condamnés par la franc-maçonnerie » (novembre 1942). Il est alors question de « parti unique » et de « représentation corporative ».

Sans parler des Bretons qui suivirent aussitôt le cycle gaulliste (exemples spectaculaires : l'Ile de Sein et le colonel Rémy), il y eut des militants bretons qui se démarquèrent très tôt de Vichy ou d'Hitler : Morvan Lebesque (après quelques hésitations) Tanguy Prigent, Marcel Cachin, Rol-Tanguy, Fanch Gourvil (arrêté par la Gestapo mais libéré sur intervention de Debauvais et l'abbé Perrot) ou un barde fusillé par les Allemands en 1944.

On voit bien que la palette des positions bretonnes fut très variée et complète. Mais l'épuration s'abattit impitoyablement et indistinctement sur tous. Tous furent considérés contre des traîtres et des collaborateurs. Ce fut l'exil, l'emprisonnement, les exécutions, en général, som-

main
som
est l
de la
Le
la ré
veme
n'y
3 ju
l'ind
fédé

Le
déco
mille
quel
juste
Cette
sans
affair
débu
ensu
lisme
ploie
(p. 1
thogr
brian
des c
du N
rieur
Doric
l'étai
tenda
duran
ses m
tion
espér
Deba
il est
l'erre

maires (l'Autorité reconnaît plus de 1000 cas d'exécutions sommaires pour 3 seuls départements bretons sur 5 : il est bien évident que ce chiffre est notoirement en dessous de la vérité).

Le livre de Caerlon s'arrête là : il est bien entendu que la répression endormit quelque temps (10 ans ?) le mouvement breton mais ne l'extermina pas. D'ailleurs, in fine, n'y retrouvera-t-on pas une citation du « Figaro » du 3 juillet 1967 où l'on lit que Lainé réclame à l'O.N.U. l'indépendance de la Bretagne « dans le cadre d'une fédération ? »

*
**

Le livre de Caerlon a une valeur indiscutable : il découvre des aspects méconnus de l'Histoire. Il fourmille de faits, de précisions. On peut cependant lui faire quelques reproches : sa 1^{re} partie (la partie qui traite justement de la période 1939-45) n'est pas charpentée. Cette partie comprend trop de redites, de retour en arrière sans raison, d'anecdotes ou de longueurs inutiles (ex. : affaire Geffroy, mort et circonstances de Perrot). Au début de son volume, Caerlon fait œuvre d'historien ; ensuite, noyé dans les détails, il fait du mauvais journalisme, parfois. Il ne soigne plus son vocabulaire et emploie des barbarismes : racique (p. 174), nationalitaire (p. 178), littéraro-culturel (p. 277). Il fait des erreurs d'orthographe : Vaud (et non pas Vaux p. 176), Châteaubriant (et non avec un *d* car il s'agit de la ville). Il fait des confusions : Rassinier fut député de Belfort (et non du Nord p. 338) ; Brune ne fut jamais ministre de l'Intérieur p. 332) : il doit vouloir parler d'Adrien Tixier ; Doriot n'est pas breton : seule sa grand-mère maternelle l'était. Enfin, plus grave, Caerlon délaisse trop le P.N.B. tendance Delaporte. Il n'étudie pas assez à fond le P.N.B. durant la guerre : sa structure, son idéologie, l'origine de ses membres, son implantation, son audience, sa conception de l'Etat, etc... On apprend rapidement que Mordrel espérait la « direction d'un Chef responsable » ; que Debauvais n'était guère adepte du suffrage universel car il estimait que la majorité est presque toujours dans l'erreur, orientée par la propagande. Debauvais se disait

alors disciple de Gustave Le Bon c'est-à-dire que la masse électorale a un niveau nettement inférieur au plus bête des électeurs. On apprend aussi que le P.N.B. ne veut pas que « la Bretagne soit envahie par une armée... de nègres, d'Arabes ». C'est peu sur le plan doctrinal. Et encore faut-il aller pêcher cela à 3 endroits différents.

En conclusion cet ouvrage qui se veut objectif (à peine y décèle-t-on de temps à autre que l'auteur est le frère d'Henri Caouissin, très lié à l'Abbé Perrot et à Bleun Brug) est utile. Avec ses lacunes, ses erreurs (sans grande portée), voilà un livre à lire pour la foule de renseignements qu'il contient. Il est particulièrement attrayant à lire car l'iconographie est très abondante, très diverse et bien choisie.

Caerlon a l'honnêteté de contredire, preuves à l'appui, certains aspects de l'histoire officielle de la Seconde Guerre Mondiale. Il souligne la politique des communistes, il démasque les vrais bellicistes et montre que les Alliés sont bien mal placés pour dénoncer les crimes des nationaux-socialistes.

Daladier avait interdit 2 partis : le communiste et le breton. Mais seul, le premier sabotera la mobilisation de 1939, entravant ainsi le combat contre Hitler. Puis, l'« Humanité » du 1^{er} juillet 1940 écrira : « Le Général De Gaulle et autres agents de la finance anglaise voudraient faire battre les Français pour la city et ils s'efforcent d'entraîner les peuples coloniaux dans la guerre. Les Français répondront le mot de Cambronne à ces messieurs. » Au moment où Marcel Cachin « prêche la fraternisation avec les prolétariens » (p. 212). Cependant si Mordrel et Debauvais sont condamnés à mort par coutumace pour désertion, Thorez qui en a fait autant sera amnistié par De Gaulle à la libération et appelé au gouvernement!

De nos jours, on nous rebat les oreilles avec des slogans tels que celui-ci « la guerre devait être menée jusqu'à son terme car Hitler était un belliciste forcené qui n'aurait pas accepté de compromis avec ses voisins ». Voire. Car voici ce que déclarait Hitler en pleine guerre : « J'ai précisé jadis de la manière la plus claire à cet effet et je n'ai jamais dévié de cette déclaration, que

la seule exigence considérée comme condition inéluctable d'une entente franco-allemande était le retour du territoire de la Sarre... Je me suis refusé même à évoquer le problème de l'Alsace-Lorraine ».

C'est une déclaration sans ambiguïté. Par contre, dans le drame de Mers-el-Kébir, qui a particulièrement atteint les Bretons puisqu'ils ont fourni le gros quota de massacrés, De Gaulle a eu un rôle de provocateur ainsi que le confirme, en particulier, le chef de l'Intelligence Service : « N'oubliez pas que les Français de Londres ont contribué à créer un état d'esprit en affirmant que la Flotte française allait tomber aux mains des Allemands. » Cette attitude permettra au Professeur Rougier d'écrire que « Roosevelt et Churchill feront la guerre aux puissances de l'Axe tandis que De Gaulle la fera au gouvernement de Vichy ».

Nombreuses sont les personnes qui ont justifié la lutte antinazie par une volonté d'équité et de justice face aux crimes hitlériens. Dans ce cas, les Alliés et les épurateurs sont bien mal placés.

En Bretagne, par exemple, deux jeunes frères (15 et 18 ans) sont émasculés par les « libérateurs » qui les laissent crever, ensuite, comme des chiens sur le bord d'une route (p. 336) leur crime ? ils étaient autonomistes. Un autre cas cité par Caerlon est particulièrement odieux après ce qu'on vient de lire un peu plus haut sur l'attitude de De Gaulle lors de Mers-el-Kébir : un commandant breton sera massacré par le maquis « pour avoir pris les armes contre les Anglais à Mers-el-Kébir » ! (p. 241). Caerlon rappelle également que l'Épuration confina parfois au grotesque quand « on » donna l'ordre d'arrêter une personnalité déjà morte... en déportation ! (p. 347).

L'auteur nous signale, p. 296, qu'il ne faut pas se faire beaucoup d'illusions sur l'objectivité des magistrats de l'époque : un président de tribunal ne déclara-t-il pas, à propos d'un témoin à décharge allemand : « Pour ce que vaut la parole d'un Allemand... »

De même, Caerlon, p. 294 et 295, nous montre la belle âme de certains chrétiens : deux prêtres firent des dé-

marches auprès de « Témoignage Chrétien » afin de sauver la peau de l'autonomiste breton Geffroy. « Le R. P. Chaillet reste muet. » Quant à Montaron, « il ne peut rien faire pour un acte de collaboration » (sic).

Les lecteurs de « Défense de l'Occident » connaissent les crimes alliés au cours de la dernière guerre car ce thème a fait l'objet d'un numéro spécial de notre revue. Caerlon cite ces crimes rapidement tels que les bombes au phosphore anglo-saxonnes sur Dresde ou Hambourg en particulier, le massacre des Ukrainiens par les bolcheviques, l'extermination des cadres Polonais à Katyn par les mêmes, les viols des Allemandes par les hordes asiates lors de leur ruée sur Berlin, le massacre de 600.000 Croates par Tito après qu'ils eurent été livrés par les Britanniques en connaissance de cause.

Amer et lucide, Caerlon conclut que le « monde indigné par les crimes nazis en ignore beaucoup d'autres, tout aussi justiciables d'un tribunal international » (p. 277). Ces crimes de guerre n'ont pas été dénoncés au même titre que les crimes nazis et punis car le tribunal de Nuremberg « n'aura été qu'un règlement de comptes entre gens du milieu » comme l'écrivait notre regretté Paul Rassinier.

Yann BEUZEC.

P. S. : dans la 1^{re} partie de cet article, publiée dans le numéro 66, soit celui de novembre 1967, il y a une coquille regrettable. Page 49, 6 lignes avant la fin, il fallait lire « formations fascisantes » et non « formations fascinantes ».

Angleterre, Marché Commun et Pétrole

Le partisan le plus convaincu d'une Europe unie dont les Six devaient former le noyau, manque souvent d'informations qui, pour diverses raisons, ne franchissent pas un cercle restreint. Un journal londonien écrivait, le 12 octobre dernier, que les partenaires de la France partageaient le sentiment de Paris sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun mais n'osaient pas l'exprimer publiquement comme le fit le général de Gaulle. Quel est ce facteur « secret » qui milite — outre des considérations politiques — contre les Britanniques et demeure absent du forum ?

Il s'agit du pétrole.

La Grande-Bretagne se classe la deuxième puissance pétrolière du monde dit libre. Ses deux grandes compagnies, la *Royal Dutch-Shell* et la *British Petroleum* occupent les deux et troisièmes places dans la liste des huit grands trusts pétroliers, immédiatement après la *Standard Oil Cy of New Jersey* ; précisons que la *British Petroleum* (ex *Anglo-Iranian Oil Cy*) est une société dont la majorité appartient à l'Amirauté britannique, donc au gouvernement de S. M. On sait, ou on ne sait pas, qu'il y a surproduction de pétrole dans le monde et que certains débits sont freinés pour ne pas que l'abondance influence les « cours » fixés par une entente internationale.

Le problème devient simple. *La Grande-Bretagne étant la seule grande productrice de pétrole de l'Europe occidentale, si elle entrait dans le Marché Commun, ses partenaires auraient l'obligation de s'adresser à elle en priorité pour leurs approvisionnements pétroliers.* Cet énoncé peut paraître normal et anodin aux personnes non prévenues, en réalité, il donne naissance à des complications internationales assez considérables. La proposition de loi demandant la nationalisation des industries pétrolières françaises, déposée au début d'octobre 1967 sur le bureau de l'Assemblée Nationale par le parti communiste français, n'a guère plus de chances d'être prise en considération que les propositions similaires socialistes de la III^e république ; elle n'est que l'indice significatif d'une prise de position devant des cheminements de desseins encore non perceptibles par le grand public. Car si la télévision française baratine beaucoup sur Londres et le Marché Commun, jamais le problème exposé ici ne fut seulement évoqué.

*
**

La Grande-Bretagne, par la voix de M. Wilson, a déclaré qu'elle se conformerait strictement au traité de Rome concernant le Marché Commun. Ce qui signifie que si elle achète les productions des Six, elle entend que les Six appliquent la réciprocité en s'approvisionnant dans toute la mesure des disponibilités de ses sociétés pétrolières et autres. Logique.

Profitant des difficultés britanniques (et européennes), les sociétés américaines se lancèrent à l'assaut de l'économie étrangère, chacune dans sa spécialité... et les pétroliers dans la leur. Fin 1966, la *Standard Oil Cy of N-J.* fit savoir que son seul groupe assurait 40 % des besoins pétroliers de l'Europe occidentale, ce qui est un résultat magnifique. Dans les mêmes temps, un autre trust américain, *Texaco*, réussit à absorber le trust pétrolier allemand *Deutsche Erdoël*. Présentement une bataille financière et boursière est en cours, la *Standard Oil of California* tente d'acquérir la majorité du trust pétrolier belge *Petrofina*. (La loi anti-trusts des Etats-Unis n'est

applicable qu'à l'intérieur du pays ; il est permis, et même recommandé, aux sociétés américaines de s'allier pour mieux défendre les intérêts U.S. à l'étranger, comme l'*Aramco* en Arabie séoudite appelée à *Wall Street*. « le trust des trusts »).

Les pétroliers britanniques regardent avec inquiétude la boulimie des sociétés pétrolières américaines en Europe qui pourraient mettre en difficulté les exportations anglaises. Alors, le Marché Commun offre peut-être, la seule issue capable de freiner cette reptation menaçant de devenir dangereusement concurrente. La proposition de loi du parti communiste téléguidé, lui, d'un autre lieu, secrète le but d'un choix de fournisseurs barrant au maximum la route à l'*Oil* américaine... Mais, une nationalisation n'est valable qu'à la condition de contrôler la matière première en source directe sous peine d'être mise en échec par les tarifs extérieurs prohibitifs récupérant sur la matière brute les profits perdus sur la chaîne de l'industrialisation nationalisée. Néanmoins, l'initiative du p.c.f. est à retenir puisqu'elle souligne discrètement l'envergure d'une bataille sourde en cours qui n'est d'ailleurs pas sans liaisons avec d'autres préparatifs au Moyen-Orient, comme en Nigéria où la guerre civile règne à cause du pétrole avec participation directe et indirecte des armements soviétiques du côté du gouvernement fédéral (1) puisque ce sont les Occidentaux

(1) Les querelles du pétrole font naître des situations paradoxales et, peut-être, navrantes. Un groupe bancaire français, bouc émissaire d'intérêts pétroliers considérables favorisa la tentative de sécession du Biafra par le versement d'une option sur ses pétroles (plus de 8 milliards d'A.F.) et des facilités d'achats d'armements dont deux B. 26. Le groupe occidental identifie à l'Est, le bloc soviéto-arabe vint au secours du général Gowon, chef d'état de la Nigeria ; qui put acheter de vieux avions tchèques L. 29, quatre Dakotas, tandis que l'Égypte lui envoyait deux douzaines de Mig 17. Le tout piloté par des aviateurs musulmans, Sud-africains et Anglais (payés mille livres sterling par mois). Et c'est ainsi que le Biaka, qui fit un moment figure de vainqueur, fut finalement vaincu. Mais la Nigéria pétrolière a contracté une sérieuse dette de reconnaissance à l'Est et aux musulmans antioccidentaux...

qui misèrent sur la rébellion du Biafra pétrolier. (La Nigéria produit 20 millions de tonnes de pétrole par an, des hydrocarbures gazeux, et ce n'est qu'un début).

*
**

La Grande-Bretagne a toujours mené une politique pétrolière restrictive, contrairement aux Américains. Pour éviter l'avalancement des cours par une trop grande production de pétrole, elle préféra pratiquer « la chasse gardée » des gisements repérés en attendant l'épuisement des exploitations en activité aux investissements amortis très rapidement. Les pétroliers américains, tout en ayant aussi leurs « réserves », forèrent presque au maximum quittes à réduire le débit des puits pour ne pas noyer le marché. Cette politique britannique du trop longue attente permit aux sociétés américaines de subtiliser à leurs confrères anglais l'Arabie séoudite, la Lybie, et infligea un retard de plus d'un demi-siècle au jaillissement du pétrole nord-africain dont le groupe Pearson connaissait l'existence avant la première guerre mondiale. La tactique américaine s'avéra payante et le pétrole exploité par les sociétés U.S. grignota peu à peu le vieux concurrent anglais qui perdit son titre de premier fournisseur mondial.

Malgré les accords d'Achnacarry et de Washington en 1944, il semble que les pétroliers américains veuillent s'assurer une suzeraineté définitive dans le domaine du pétrole, roi de l'activité économique moderne. En outre, on prétend, et c'est plausible, que le pétrole américain se réserve pour lui seul, le droit d'organiser la lutte contre le pétrole soviétique qui se hissa ces dernières années au rang de deuxième producteur mondial. Les sociétés pétrolières américaines accentuent leur emprise sur l'Europe occidentale, mais l'U.R.S.S. s'avance aussi vers les mêmes marchés, à l'aide d'un gigantesque réseau de *pipelines* dit « Comecon ».

La production de pétrole soviétique excède les besoins intérieurs. A Moscou comme à Washington, on sait que les maîtres du pétrole, pourront se permettre de rendre

leurs influences politiques plus persuasives. L'U.R.S.S. a un avantage sur les Etats-Unis, son pétrole est tiré uniquement de son sol et se trouve à l'abri de toute interception maritime comme de toute ingérence étrangère. Les techniciens soviétiques apportèrent de véritables révolutions dans la prospection du naphte ; il n'est pas de mois qu'on ne signale de nouvelles découvertes d'hydrocarbures. L'U.R.S.S. construit un réseau de *pipe-lines* qui, de l'Oural à la Baltique, à Berlin-est, à Most (frontière tchéco-allemande), à Vienne (Autriche) et Trieste (Italie), laissera couler le pétrole brut au cœur de l'Europe. Ainsi, pétrole américain et pétrole soviétique rampent l'un vers l'autre. Le pétrole est inflammable... il peut provoquer des explosions...

Les Britanniques ayant flirté avec les Soviétiques au sujet du pétrole irakien, bien qu'en certains points du globe les intérêts anglais et américains soient étroitement associés (Irak, Iran, Koweït), les pétroliers U.S. préfèrent se réserver la direction de la manœuvre. Les appréhensions de la Grande-Bretagne paraissent donc justifiées.

*
**

Le pétrole constitue un des piliers principaux de la livre sterling car il fait entrer en Grande-Bretagne des devises encore lourdes alignées sur le dollar *pour des marchandises non extraites du Royaume Uni*. L'Australie vient d'abandonner le sterling au profit du dollar, il n'est que temps d'essayer le sauvetage des rentrées d'argent procurées par le pétrole. Après l'avoir violemment combattu, boudé, tenté de le saper, le Marché Commun devient l'espoir de salut de la Grande-Bretagne, d'abord pour la monnaie, ensuite avec le vague espoir de reprise d'ascendance en Europe continentale par l'importance de la matière première qu'elle est seule à pouvoir disposer dans une association européenne. « Si nous n'entrons pas dans le Marché Commun, il ne nous restera plus qu'à devenir une étoile supplémentaire du drapeau des Etats-Unis », écrivit un journaliste britannique.

Certains cercles privés s'occupent activement de l'An-

gleterre pétrolière et du Marché Commun. Les uns prétendent que le pétrole n'ayant rien de britannique, il pourrait ne pas être inséré dans les productions prioritaires anglaises. Arguties ! Les sociétés sont britanniques, elles ont leur siège à Londres. Quand les Six vendent des produits manufacturés, personne ne s'enquiert de l'origine du produit brut importé. Que le pétrole soit asiatique, américain ou africain, il devient britannique par la nationalité des capitaux. Au facteur pétrole vient se joindre l'argument des autres trusts anglais qu'il s'agisse de cuivre, d'étain, etc... Et les Six, qui disposent du libre choix des fournisseurs de matières qu'ils ne produisent pas, appréhendent de tomber sous l'emprise — au titre de la priorité au partenaire — quasi exclusive des consortiums d'outre-Manche. Les calculs sont faits : ce que perdrait l'Angleterre en achetant des produits agricoles aux Six, serait largement récupéré par les fournitures dont Londres aurait le monopole.

Nous en sommes là, fin 1967, des dessous de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun. Reconnaissons que notre voisine y joue peut-être sa survie, des Anglais l'admettent et l'on comprendra mieux que le premier ministre, M. Wilson, soit décidé à tous les sacrifices pour s'insérer dans l'Europe continentale économique. Déjà à Londres, deux organismes envisagent de devenir les cerveaux financiers du Marché Commun...

Des Six, la Hollande se montre la plus favorable à l'entrée du Royaume Uni dans le Marché Commun. Les intérêts économiques des deux pays sont assez solidaires. Par exemple, dans l'association du deuxième trust mondial pétrolier, *Royal Dutch-Shell*, la *Royal* d'origine hollandaise possède 60 % des parts et la *Shell* 40 % ; cela ne veut pas dire que le principal paquet d'actions ne se trouve pas dans des coffres britanniques ; les récentes et gigantesques découvertes d'hydrocarbures gazeux néerlandais renforcent la collaboration anglo-hollandaise. Notons que les Etats-Unis, longtemps fervents supporters d'une Europe Unie avec la Grande-Bretagne, semblent un peu calmés depuis que l'extension de leur colonisation techno-

logique et économique s'affirme et se développe en Europe.

Si la France avait apporté dans le Marché Commun le pétrole algérien qui, aujourd'hui, dépasserait les cent millions de tonnes annuelles, le problème britannique poserait moins de points d'interrogation car la Grande-Bretagne n'eût pas bénéficié d'une exclusivité de fourniture... Le rôle que rata notre pays en abandonnant l'Algérie et le pétrole qu'elle y découvrit, Londres peut-il le reprendre dans une communauté européenne ?

Les leaders britanniques ne sont pas tous d'accord, moins par fierté d'insularité que par les intérêts en jeu. Beaucoup sont plus engagés financièrement dans les pétroles américains que dans les pétroles anglais, et chacun défend d'abord son portefeuille. Les travaillistes se montrent davantage nationalistes pétroliers... suivant l'exemple du major Attlee, en 1951, lorsqu'il approuva le boycottage du pétrole de l'*Anglo-Iranien Oil Cy* que le premier ministre iranien, le docteur Mossadegh, venait de nationaliser.

*
**

Les Six du Marché Commun, faute d'approvisionnements nationaux suffisants, préfèrent diversifier leurs fournisseurs de pétrole ; ils répartissent ainsi les risques des sautes d'humeur d'un importateur unique... comme la France en fit la tragique expérience en 1917. Ils sont inquiets de l'appétit des pétroliers américains, mais ne voudraient pas tomber de Charybde en Scylla avec un associé anglais tendant à la priorité de la fourniture. Depuis un demi-siècle, la plupart des pays dépendant du pétrole anglo-saxon subirent de chantages plus ou moins larvés pesant sur leur indépendance diplomatique, la France notamment. Il est permis de remarquer que, récemment, M. Pisani, alors ministre des transports, baissa de 30 % les tarifs ferroviaires de transport du pétrole alors que la S.N.C.F. augmentait les tarifs voyageurs et marchandises ; que les Algériens assortirent leurs livraisons de pétrole-francs de l'obligation pour la France d'acheter leur vin dont ils ne savent que faire, ce qui provoqua

le marasme de la viticulture française déjà surchargée. Les petites histoires diplomatiques et politiques utilisant le pétrole comme moyen de pression ne se comptent plus. Un pays qui ne peut assurer la majeure partie de ses besoins de carburant en sources directes n'est pas indépendant. Il y a une trentaine d'années que nous le répétons.

La Grande-Bretagne réussira-t-elle à écouler son pétrole par son adhésion au Marché Commun et ainsi mettra-t-elle un frein à la concurrence américaine ? Nous n'en savons rien puisque profitant de son attente sur le parvis le pétrole étoilé étend ses réseaux que la proposition de loi communiste ne parviendra pas à circonscrire. L'augmentation du budget de la défense de l'U.R.S.S. vient d'être majoré de 20 % et l'armée rouge comptera bientôt des corps supplémentaires dits de débarquement semblables aux « marines ». Ce qui peut, éventuellement, laisser supposer que la partie interrompue au Moyen-Orient n'est que remise à plus tard, après la réparation des dégâts de juin dernier. A la condition qu'Israël ne s'émeuve pas de la rénovation du potentiel militaire arabe que l'Union soviétique active. En attendant, les uns lâchent du lest comme les Américains de l'*Aramco* faisant cadeau de la ristourne de 6,5 % sur les prix du pétrole affichés à l'arrivée du *Tapline* à Sidon (ce qui permet à l'Arabie séoudite d'encaisser 12 millions de dollars supplémentaires par an), tandis que le président Nasser exige, pour débloquer le canal de Suez, l'abandon de la dette extérieure égyptienne due aux Occidentaux (1.200 millions de dollars) et en particulier aux Allemands de l'Ouest, aux Américains et au Fonds monétaire international. Pressions et chantages partout.

Nous ne reprochons pas à la Grande-Bretagne d'essayer de se tirer au mieux de situations troubles voire menaçantes pour son économie. Associée à la France dès 1945, elle pouvait espérer surmonter l'après-guerre ; elle ne songea qu'à l'éliminer. Cela commença par la Syrie en 1945 ; on chassa l'agent anglais en Kabylie la même année et, en 1954, les *Halifax* venant de Lybie semèrent les containers d'armes dans les Aurès et la rébellion algérienne dé-

marra... (2) Des soldats algériens renforcent les troupes égyptiennes sur la rive occidentale du Golfe de Suez... Vraiment trop d'erreurs qui trouveraient leur récompense dans le Marché Commun ?

Le Bundestag consacra sa séance du 13 octobre dernier à la discussion de l'entrée des Britanniques chez les Six et conclut favorablement. La presse allemande est généralement peu tendre pour le régime français et l'opinion s'inquiète de plus en plus de la place grandissante occupée par les *businessmen* américains dans l'industrie et le commerce de la F.D.A. ; les parlementaires allemands cherchent un contre-poids ; ils pensent l'avoir trouvé en favorisant l'entrée des Britanniques chez les Six, mais le chancelier Kiesinger, plus averti de certains problèmes, déclara : « *Je ne forcerai pas la main du général de Gaulle pour obtenir l'entrée de Londres à la C.E.E.* » (Est-il en son pouvoir de la forcer ?).

Etant donné l'importance du facteur pétrole dans l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, répétons la question d'un des négociateurs de Bruxelles : « Est-ce possible, est-ce souhaitable ? »

Il n'est pas impossible que l'anti-américanisme gaullien devienne un élément favorable aux Anglais pour tenter d'empêcher l'*oil yankee* de coloniser l'Europe... Pour se prononcer il faut attendre la fin du remous de la dévaluation du sterling. Moscou ne serait pas fâché, dit-on, de ce frein anglais à l'expansion pétrolière américaine en Europe.

Pierre FONTAINE.

(2) Cf. *L'aventure algérienne continue*, par le même auteur (éditions Les Sept Couleurs).

La Russie en 1917

L'assassinat de Raspoutine en décembre 1916 fut un coup très dur frappé contre la tsarine et qui atteignit pareillement son mari, Nicolas II, cousin méprisé et haï de l'empereur d'Allemagne, Guillaume II.

Le tsar Nicolas II entend, désormais, gouverner seul et va largement user des pouvoirs spéciaux que lui donne l'article 87 des Lois fondamentales : par exemple, il ajourne la Douma (le parlement) jusqu'au 14 février 1917.

Dans la capitale russe, baptisée Petrograd dès le mois d'août 1914, car le nom de Saint-Petersbourg sonne trop germanique, le pain manque et la première révolution éclate.

La double abdication.

Le 27 février 1917, la révolution est victorieuse dans la capitale, le gouvernement impérial s'effondre. Le tsar, bloqué dans son train spécial à Pskov, isolé de ses sujets, vit les dernières heures de son règne.

Dans la nuit du 2 mars, dans son wagon-salon, en présence du ministre de la Guerre Goutchov et du député Basil Choulguine, le tsar Nicolas II, sans une protestation, sans l'expression d'un regret, signe le document qui met fin à la domination trois fois séculaire de la plus absolue des monarchies modernes.

Par le même acte d'abdication, il remet la couronne non pas à son fils le tsarevitch Alexei (14 ans), mais à son frère, le grand-duc Mikhaïl Alexandrovitch.

Installé dans la capitale, le grand-duc, après avoir consulté les membres du gouvernement provisoire et le président de la Douma au palais de Tauride, déclare ne vouloir accepter le trône que s'il lui est offert par une Assemblée Constituante. En attendant la réunion, il annonce, à son tour, qu'il abdique.

Pour la première fois depuis mille ans, la Russie se trouve sans tsar. En cinq jours elle est devenue une république de fait. C'est la première étape !

Le 3 mars 1917, le gouvernement provisoire est maître du pays. Le drapeau rouge flotte sur le Palais d'Hiver, place forte des tsars depuis Pierre le Grand. Le 6, l'amnistie générale est proclamée. Le 7, le gouvernement provisoire ordonne l'arrestation de la famille impériale. L'heure de Lénine vient de sonner.

L'heure de Lénine.

« Vous ne pouvez pas vous rendre compte quelle torture c'est pour nous d'être obligés de rester ici en un tel moment ». Ainsi débute une lettre de Lénine à Ganetski (un des agents de liaison des bolcheviks à Stockholm).

En exil en Suisse, Lénine qui vit en sous-location chez le cordonnier Kammerer à Zurich, est convaincu que, sans un « chef d'orchestre », la prise du pouvoir par quelque 20.000 bolcheviks inorganisés (chefs en exil en Occident, en prison ou en déportation en Sibérie), la révolution russe — une de plus — connaîtra le sort de tant d'autres !

L'échec de 1905 notamment, le hante plus qu'il ne veut bien l'avouer.

De son côté, Choulguine, un des chefs « bourgeois » de la Douma, tient le même langage : « Si nous ne prenons pas le pouvoir, d'autres le prendront : ceux qui ont déjà élu ces canailles dans les usines ».

Pour Lénine, il faut agir vite. Et être sur place. Donc partir le plus vite possible de Suisse. Les absents ont toujours tort. Mais comment quitter la Suisse ? Solliciter l'accord de la France et de l'Angleterre alliées du tsar est impossible. Au surplus, le brillant universitaire Milioukov (il dira qu'avant la révolution russe il était partisan

de Michelet, mais qu'après 1917, il avait appris à préférer Taine), ministre des Affaires Etrangères, a prévenu Londres et Paris que Petrograd estimerait « inamical » le retour, par l'un ou l'autre des deux Etats, des « révolutionnaires défaitistes hautement indésirables en Russie ».

Lénine trépigne. Il lui faut partir à tout prix. « Pour l'amour du Christ, aidez-moi à partir », ira-t-il même jusqu'à écrire dans une supplique à un ami !

Mais l'Allemagne du kaiser veille. Dès novembre 1914 — et les archives de la Wilhemstrasse en possèdent d'abondantes preuves — (1) les contacts étaient constants entre les bolcheviks russes et les émissaires allemands.

Par exemple entre le socialiste estonien Keksuela et Romberg (ambassadeur de Guillaume II en Suisse), entre la Messaline Rouge Aleksandra Kollontai et l'ambassadeur allemand Lucius à Stockholm, ou encore entre le Russe Martov et Fritz Platten... Pour le Kaiser comme pour Ludendorff, il faut soutenir à fond les bolcheviks qui désorganiseront encore un peu plus la Russie et surtout lui feront quitter le camp de l'Entente.

Le fameux « wagon plombé »...

Le 6 avril 1917, le gouvernement de Berlin autorise le transit. A la veille de son départ pour la Russie où il va, non pas faire la révolution — elle s'est faite sans lui — mais tenter de la confisquer à son profit. Lénine rédige sa fameuse « Lettre d'adieu aux ouvriers suisses » qui sera lue au restaurant « Zähringer Hopf », à l'issue d'un déjeuner rapidement servi. Lénine y déclare notamment : « ... en Russie, le socialisme ne peut triompher directement... Mais les conditions objectives de la guerre impérialiste nous garantissent que la révolution ne se bornera pas à la Russie ».

(1) En 1923, E. Bernstein, l'un des chefs socialistes allemands venant de publier un article sur les contacts entre Lénine et Berlin, fut immédiatement convoqué par le Président de la République Ebert.

En présence du ministre des Affaires étrangères et des représentants de l'Armée, le chef de l'Etat prévint Bernstein qu'il serait accusé de haute trahison et condamné comme tel s'il publiait encore un article sur ce sujet.

N'ayant pas la vocation du martyr, Bernstein ne révéla plus rien. Il faudra attendre la publication, en 1945, des archives secrètes de la Wilhelmstrasse pour connaître le dossier.

Un demi-siècle s'est écoulé et cette révolution mondiale est encore restée dans les limbes...

Ce 9 avril 1917, à 14 h. 30, Lénine, sa femme Kroupskaïa, Zinoviev... en tout 32 émigrés, prennent le chemin de la gare. Le groupe va être confiné dans un wagon spécial (d'où la fameuse légende du wagon plombé) jouissant du privilège de l'exterritorialité. Les occupants dispensés de tout contrôle, ne quitteront le wagon qu'une fois à destination. Là, ils favoriseront aussitôt le retour en Allemagne des Allemands internés en Russie.

A 15 h. 30, le train part au milieu des cris hostiles des mencheviks à l'adresse de Lénine : « Traître », « Vendu »...

« Ce n'est pas un bon signe politique » constate Lénine. Le 16 avril 1917, Lénine arrive à Petrograd.

L'anarchie grandissante.

Rentré sous protection allemande en Russie, onze ans après l'avoir quittée, Lénine continuant d'être subventionné par les Allemands de mars à novembre 1917, va travailler à renverser le gouvernement provisoire.

Ce dernier que préside le prince Lvov, confirme la fidélité aux alliés et proclame la nécessité de la continuation de la lutte jusqu'à la victoire finale sur l'Allemagne wilhelminienne.

Mais le Soviet exige la paix immédiate. Dans l'Armée, les déserteurs sont d'autant plus nombreux que la suppression de la peine de mort leur assure, en fait, l'impunité. Dans la « Terre », les soldats se contentent de ne plus obéir à leurs officiers, cependant que dans la « Flotte », les marins massacrent les leurs.

Le 15 mai 1917 voit la fin du premier gouvernement provisoire. Le 18 mai, est constitué un nouveau gouvernement provisoire dont le prince Lvov reste président.

La veille, Lev-Davidovitch Bronstein dit Trotsky est arrivé de New-York. Tout de suite son dynamisme le place au premier rang du Soviet de Petrograd.

Sur toute l'étendue de la Russie se produit un phénomène d'anarchie spontanée analogue — sinon plus vaste encore — à celui que décrit Taine dans la France de 1789.

Les défaites militaires conduisent le prince Lvov à dé-

missionner. Et ce sera l'appel à Kerensky, camarade de classe de Lénine, avocat socialiste.

D'homme indispensable, il devient l'homme providentiel : Les délégués de tous les partis — sauf les bolcheviks — le supplient de conserver le pouvoir. Il y demeurera finalement du 5 août au 25 septembre 1917.

L'accord ultra-secret de décembre 1917 (lord Milner, Robert Cecil, Clemenceau, Pichon) découpant la Russie en sphères d'influence respectives anglo-françaises (et qui n'aura d'égal dans le cynisme que le partage du monde entre Roosevelt et Staline vingt-cinq ans plus tard) ne pourra entrer en application car l'action conjuguée de Lénine et de Trotsky viendra mettre le clou final sur le cercueil de la Russie.

Charles GARDIE.

pl
tra
au
pa
na
co
et
où
dr
de
à
pr
co
nis
mé
ro
cla
for
mé
de

L'« Aggiornamento » de la Civilisation

Pour bien des gens, la disparition des qualités viriles, ou plus exactement leur dévaluation, n'est qu'un accident transitoire, qui n'est ni aussi désastreux qu'on le dit, ni aussi irréparable, ni aussi complet. Ils attestent les parachutistes qui leur ont fait grand peur et les astronautes qui leur inspirent une grande admiration. Je leur concède bien volontiers que le courage, les tireurs d'élite et les recordmen n'ont pas tout à fait disparu du monde où nous vivons. Je ne voudrais pas qu'ils se laissent prendre à ces apparences qui sont fort peu représentatives de notre tournure d'esprit.

Ce que *l'aggiornamento* de la civilisation nous invite à rejeter, c'est toute une partie instinctive, il faudrait presque dire *animale* de l'homme qui était, nous ne le comprenons pas assez, une de ses armes contre le machinisme. Le courage, l'endurance, l'énergie, le sacrifice même sont chez l'homme des qualités de « bête », de robustes et primitives qualités de mammifères qui le classent parmi les animaux nobles qui survivent par leur force et leur intelligence. Je me demande si la loyauté même, si étrangère pourtant aux animaux, n'est pas une de ces qualités pour ainsi dire biologiques : on naît avec

une certaine noblesse dans le sang. Ces qualités tout animales ont fixé autrefois le classement des hommes. A l'origine des castes que toutes les grandes civilisations ont établies, il n'y a rien d'autre que leur existence et leur transmission. Mais ces qualités n'appartiennent pas exclusivement à ce qu'on appelle dans notre histoire la « noblesse d'épée ». Ce sont aussi les qualités des pionniers, celle des bâtisseurs de villes, celles des reîtres et des légionnaires : et ce sont aussi celles du peuple quand une cause ou une nécessité lui met les armes dans les mains. Il n'y a rien de grand dans l'histoire des hommes qu'on ait fait sans que ces qualités du sang y aient quelque part. Je ne vois que les premiers chrétiens qui les aient refusées, passagers parmi les hommes comme sur une terre étrangère, indifférents à tout sauf à ce qu'ils diraient devant leur Juge. Cette part instinctive en l'homme, cette part animale de lui-même le ramène sans cesse à lui et par là elle lui sert de défense, elle est même sa défense d'élection contre le gigantisme et contre les cancers qui naissent de la civilisation matérielle. Elle lui rappelle sa vocation paysanne, sa vocation familiale, sa vocation de défenseur et de petit souverain de sa maison et de son champ, elle le remet à tout moment à « l'échelle humaine ». Et, par ce rappel et ce retour, elle le protège contre l'inondation qui naît périodiquement des passions des hommes, contre le déchaînement planétaire de la cupidité, contre la vague monstrueuse que soulèvent cinq cents millions de désirs hystériques, contre l'ouragan que fait passer sur le monde entier le vent effroyable des imaginations déchaînées par la vue du pactole moderne, contre le hurlement de la rage et de la folie. Le paysan qui est en chacun de nous est notre seul défenseur contre le déluge déchaîné par la civilisation industrielle, nous avons tous la barque de Noé, mais nous n'avons qu'elle.

C'est cet appel au plus profond de nous-même qui a été brisé à notre insu en même temps qu'on dévaluait les qualités par lesquelles il s'exprime. Au contraire, la partie victorieuse de l'être humain dans la guerre de religion qui s'est déroulée est la raison, représentée par ses

prédicats placés à la tête des différentes armées du champ de bataille intellectuel, le Droit, la Conscience, la Liberté. Cette substitution qui ampute l'homme en ayant l'air de le couronner a l'inconvénient de nous laisser sans défense à la fois contre le péril politique qui menace le monde occidental, la conquête marxiste, et contre le péril encore plus grave qui menace à la fois les marxistes et leurs adversaires, l'esclavage de l'homme dans une société planifiée de production et de consommation.



Cette conséquence n'est pas immédiatement perceptible, et même elle paraîtra une déduction étrange à quelques-uns qui demanderont pourquoi la raison est moins bien armée que l'instinct pour se défendre contre le communisme et contre les excès de la mécanisation. C'est qu'ils ne réfléchissent pas aux préjugés qui sont établis sur nous quand la raison déduit sans contradiction et sans lisières les conséquences des principes qu'elle pose *a priori* comme sacro-saints. C'est comme un filet intellectuel qu'on jette sur la plupart des hommes et qui les paralyse à la manière des filets dont les rétiaires étaient jadis armés. Mais le mécanisme de cette opération échappe à la plupart et il n'est pas mauvais qu'on essaie de leur en donner l'explication avant qu'ils n'en soient définitivement prisonniers.

L'homme amputé de ses décisions instinctives, n'est plus guidé que par un choix purement intellectuel qu'il fait à chaque instant et qui est celui de sa conscience. La conscience ne décidait pas seule autrefois. Elle décidait de concert avec l'honneur, avec le courage, avec la loyauté, représentants de l'animal humain qui est en chacun de nous ; ou encore avec le bon sens et avec l'expérience qui ne sont pas pur produit intellectuel mais trace et pente laissées en chacun de nous par toute notre vie. Ces conseillers étant maintenant suspects et peu écoutés, c'est la conscience qui décide seule, à laquelle seule on fait appel, qu'on désigne comme seul juge : d'où l'importance qu'elle a prise et l'emploi constant qu'on fait de ce terme.

Assurément, rien n'est plus souhaitable en principe, rien n'est plus noble que le règne de la conscience. Elle est la source de toute pureté et de tout courage, elle est la mère intrépide du courage et de la révolte. Elle est la petite Antigone qui se lève devant le prince injuste. Elle est la main qui panse les blessures, elle est la sœur bien-aimée qui se penche sur le front des morts sacrifiés. Elle est la consolatrice et la certitude. Elle est la source fraîche à laquelle vont boire les vaincus. Elle est la douceur et le refuge et elle est aussi la déesse qui ne plie pas sous le fouet des hommes. Mais elle marche devant la mort et sur ses genoux, sur ses genoux d'enfant pur, nous cachons notre tête blessée à l'heure où s'approche la Moissonneuse sans regard. Conscience, filleule de Dieu, nous déroulerons devant tes pas le tapis qui te mène jusqu'à nos âmes. Qu'elle soit bénie la victoire que nous apporte sa présence et son règne.

Mais cette conscience qui est nous-mêmes et chacun de nous tout entier, non pas raison seulement mais raison et sang à la fois, instinct « divin », mère du sacrifice et de l'honneur et non pas seulement logicienne, notre siècle, hélas, a profané son nom. Il a fait d'elle une prostituée dont on promène l'image devant les pharisiens et les prêtres. Elle est vidée de son sang et de sa sève. Elle, la sœur douce, la sœur de notre chair, elle est devenue la sœur de la haine et la compagne du mensonge. Et nous n'entendons plus son nom sans rougir.

Cette conscience dont nous devrions être si fiers, elle est devenue une épicière qui pèse avec de faux poids. Elle voit les injustices qu'il lui plaît de voir, elle ne voit pas les autres. Elle dénonce sur les gigantesques trompettes des temps modernes les atrocités qu'il lui plaît d'afficher, elle est muette sur les autres. Elle pleure plus haut qu'elle n'a jamais pleuré, mais de longues colonnes de martyrs et de parias défilent à ses pieds et elle garde les yeux secs. Elle est éloquente, tumultueuse, indignée, mais le grand vent qui la soulève ne sert qu'à la coller davantage au char du vainqueur qu'elle enveloppe comme une draperie.

La conscience qui était un cri dans nos poitrines est

devenue un instrument de travail. Il existe aujourd'hui des porte-parole de la conscience : c'est un titre comme l'agrégation de lettres, accompagné d'un traitement. On recrute par cooptation au lieu de recruter par concours. Et l'on voit aujourd'hui ces professionnels de la conscience qui dénoncent les consciences rivales, celles du camp communiste et qui les accusent de se rabattre au commandement à la manière d'un disque de chemin de fer pour ouvrir ou fermer la voie : mais aucun des vigoureux penseurs qui les flétrissent n'est visité par l'idée qu'il fait de son côté la même chose au profit d'un autre chef de gare. Chacun aujourd'hui a sa petite conscience utilitaire. La conscience est à présent aussi indispensable que l'automobile, elle est aussi utile à l'avancement que l'automobile à la circulation. On la porte en bandoulière, discrète comme un scapulaire, plus souvent large comme une rosette ou une plaque de garde-champêtre : toujours utile en réalité et désignant son propriétaire pour des fonctions de gendarmerie.

Cette falsification et cet emploi utilitaire de la conscience ne sont niés sérieusement par personne. Et tout le monde convient que la guerre est à l'origine de cette falsification. Mais il n'est personne aussi qui ne pense qu'il s'agit là d'un phénomène provisoire qui est lié surtout à la confiscation des moyens d'information et qu'en tout cas l'emploi stratégique qu'on fait aujourd'hui de la conscience a peu d'incidence sur nos rapports avec la civilisation de masse qui est responsable des absurdités de notre vie. C'est cette illusion que je voudrais dissiper. La malhonnêteté de l'information et le pharisaïsme du monde moderne ne sont assurément qu'un problème politique qui n'intéresse que le petit nombre de ceux qui accordent quelque attention à la politique. Mais en même temps à notre insu nous acceptons une attitude devant la vie qui diminue notre résistance à toutes les formes de l'abrutissement et de l'esclavage et c'est là une conséquence qui intéresse tout le monde parce que c'est l'avenir de tous qui est menacé.

L'utilisation de la conscience individuelle comme élément de la stratégie mondiale a entraîné naturellement

un développement hypertrophique de la conscience. Il faut que chacun ait une conscience pour devenir un récepteur efficace. Il faut aussi que cette conscience soit en bon état, filtrée, débarrassée de tout miasme ou impuretés qui pourraient gêner son fonctionnement. Cela ne suffit même pas. Il faut que cette conscience soit *sensible*, qu'elle soit dans notre moteur moral comme une essence à indice d'octane élevé. Les *mass media* cultivent cette sensibilité, la poussent à la sensiblerie. Ils s'adressent au public avec des trémolos, pareils à ces mendiants qui promènent leur chapeau dans les rangs de l'assistance : *à votre bon cœur, messieurs-dames*. Notre « bon cœur » a toujours un rôle à jouer dans l'affaire. Il n'est donc pas exact de dire que notre conscience est totalement décharnée, purement intellectuelle. Elle est, comme dans sa définition originelle, couplée avec quelque instinct viscéral en nous. Mais cette fois, on vise bas. Ce qu'on cherche à émouvoir en nous, ce n'est pas ce qui est noble, généreux, viril, ce sont au contraire nos nerfs, nos pleurnicheries, notre crédulité, notre niaiserie.

Nous sommes tout heureux d'être si bons, si émus, si touchés aux entrailles que nous ne percevons pas que le flux de ces bons sentiments a fini par donner à presque tous les peuples d'Occident une sensibilité et une tournure d'esprit typiquement féminines. Devenus des *réceptacles* d'une pensée étrangère, nous sommes à la fois ouverts, disponibles, tendres, et en même temps dévirilisés, sans ressort, sans personnalité, et nous nous laissons souiller de tous les immondices dont il est utile, à quelque moment, de nous remplir. On devine dès lors comment le discrédit des qualités instinctives, nobles, fait de nous des instruments passifs de la propagande et, du même coup, des êtres dociles, malléables, qui se prêtent aussi bien à tout ce qu'on veut entreprendre sur nous sous le prétexte d'améliorer notre sort, celui des autres, la distribution des biens, l'efficacité de la production, etc., toutes préoccupations qui ont pour objet de nous transformer en unités conditionnées de production.

L'homme grégaire est en effet l'aboutissement de cette ablation systématique de la fierté et de la personnalité.

L'homme moderne n'est pas seulement affaibli, féminisé, privé du meilleur de lui-même, il est encore patiemment *conditionné*, c'est-à-dire conformé à un moule qui lui impose à la fois des habitudes, une conduite, une vie, un mode d'esclavage utile à la production, et aussi une charge d'information, des réflexes, des enchaînements d'apitoiement ou d'indignation qui le rendent aussi voisin que possible de *son semblable* qui a les mêmes habitudes, la même conduite, les mêmes réflexes, et par conséquent interchangeable avec lui comme le sont les pièces exactement moulées d'une production en série. Le coefficient personnel, de nature toute animale, cause d'imprévu et de rupture, disparaît alors. Et ainsi est réalisée *l'aliénation* de l'homme, beaucoup plus complète que l'aliénation purement économique que dénonçait Karl Marx, par laquelle le travailleur était privé du produit de son travail, et par conséquent de son aisance et d'une partie de sa vie : dans l'aliénation moderne, l'homme est *subrepticement* privé de sa vie qu'on lui transforme en loisirs et distractions préfabriquées et, par conséquent étrangères à lui, mais en outre il est privé de sa personnalité même qu'on lui soutire et qu'on remplace à son insu par un produit incolore et inoffensif qu'il prend pour lui-même. Le prétexte de cette aliénation est le *bien-être* du plus grand nombre. Cette préoccupation existe en effet, elle est sincère. Mais elle est inséparable d'une disposition qui abhorre secrètement, comme contraire au bien-être du plus grand nombre justement, toute image de l'homme nerveuse, originale, volontaire, qui pourrait propager la maladie contagieuse du refus de la médiocrité. Ainsi notre « civilisation » fait-elle le contraire de toutes les grandes civilisations qui se sont proposé comme idéal un type humain supérieur et chez lesquelles cette culture d'une plante humaine réussie était même une justification essentielle.



Les fureurs des docteurs de notre temps sont grandes contre tout ce qui évoque les palpitations en nous de cet animal généreux qui ne veut pas mourir. Elle leur fait

pousser le culte de l'homme grégaire jusqu'au masochisme. La rage passionnelle de l'antiracisme est une des plus naïves expressions de ce zèle. La race blanche ayant fourni le plus grand nombre de ces animaux indomptables qui remplissent l'histoire et qu'on trouve aujourd'hui si encombrants, on la calomnie et on la déteste, on voudrait la souiller et l'anéantir pour qu'il ne reste plus ce témoignage vivant d'une exécration supérieure. C'est toujours le nègre, le jaune ou le métis qui ont raison. C'est eux qu'on choit et qu'on choie et qu'on adore. Car ils représentent l'homme grégaire, ils *sont* l'homme grégaire, en dehors duquel il n'y a rien. Et plus ils sont mornes, incapables, plus ils sont minables, plus ils représentent exactement cette humanité insectiforme rudoyée par les belles bêtes brutes qui ont fait l'histoire, plus on se penche sur eux avec scrupule et dévotion, plus on revendique pour eux au nom des droits de l'être grégaire.

Il y a du sadisme dans cette affaire et non de la raison dont on se barbouille avec complaisance. La raison nous ferait aisément découvrir que l'homme blanc, par des qualités qui lui sont propres, est provisoirement plus apte à maîtriser les machines de notre temps, et qu'il est de l'intérêt de tous d'utiliser ces compétences. Mais il y a chez les docteurs une volonté d'humilier et de s'humilier : de s'humilier en humiliant l'exécration héros, l'homme à la cape rouge, ce Bournazel en lequel pourtant d'autres races se reconnaissent, car Bournazel jadis s'appelait Saladin, il s'est appelé le duc de Weï et Guatimozim, et c'est sur son nom peut-être que le vrai dialogue entre les races peut s'établir. Car on ne peut dire précisément que l'exaltation de l'homme grégaire ait amené sur la terre cette paix universelle en raison de laquelle elle avait été établie et prêchée.

On voit bien dans la perspective de cette analyse à quelles *capitulations politiques* nous a conduits la substitution d'une passivité féminine à la définition traditionnelle de l'homme.

L'abandon des empires qui a accompagné le démembrement de l'Europe a pour cause essentielle la démission

des conquérants. L'Europe avait perdu *l'esprit impérial*. Elle ne croyait plus à *l'homme d'Europe*. Elle avait honte de celui qui a un rire de seigneur. Elle n'exportait plus la bravoure et le commandement, marchandises que tous les peuples acceptent comme une bonne monnaie, elle les rejetait au contraire. Et elle avait depuis longtemps oublié l'obligation de générosité et de justice qui est le tribut que les forts lèvent sur eux-mêmes. Alors, quel droit les hommes blancs avaient-ils à commander et même simplement à *être là*? Ils plaidaient modestement la « présence bienfaisante ». Cette réponse de bonne sœur fait rire tout le monde, principalement dans les pays qui ont du pétrole et du cuivre. En réalité, la décolonisation était inscrite très clairement dans la philosophie des vainqueurs. Nous avons bien tort de croire que c'est la liberté qui a triomphé. On a simplement mis à la porte un petit vieux en pantoufles qui se contentait de passer à la caisse.

La défense contre le marxisme n'est pas plus brillante. Dans l'homme grégaire, si habilement *conditionné* dans ses démarches et ses dispositions, les dictatures marxistes reconnaissent avec plaisir un produit humain très voisin de celui qu'elles obtiennent par l'endoctrinement. Pavlov ne triomphe pas seulement à Moscou. Son chien qui bave a sa niche devant toutes les portes. Le bœuf Apis n'était qu'un triste quadrupède auprès de ce dieu à l'empire duquel nous soumettons nos politiques et nos marchés. Nous avons aggravé cette situation en acceptant comme dogmes la thèse de la primauté de l'économie et celle du progrès humain. Cette capitulation intellectuelle paraît sans rapport avec la condamnation du parachutiste. Le rapport est étroit pourtant. La primauté de l'économique nous ferait hausser les épaules s'il y avait des biens que nous mettions au-dessus des biens matériels et le progrès de l'humanité ne nous paraîtrait pas évident si nous comparions le président Roosevelt à Scipion l'Africain. Notre indifférence à l'aristocratie sous toutes ses formes est le fondement le plus sérieux de notre matérialisme. Or, comment se refuser aux conséquences de ces principes une fois qu'on les a admis? La progression de

l'histoire, le fameux *sens de l'histoire*, implique la condamnation des officiers de cavalerie qui sont censés avoir opprimé l'homme grégaire dans la nuit du passé : inversement, la condamnation des régiments d'élite postule que le triomphe de l'homme de la base est la fin que nous devons nous proposer. Cet enchaînement logique engendre chez la plupart l'embarras, le doute, et la fameuse « mauvaise conscience ». Comment condamner les marxistes, comment les combattre si l'on se propose le même objectif qu'eux ? Nos porteurs de consciences sont comme des enfants qu'on mène à la promenade. Ils se laissent mettre leurs beaux habits, ils se laissent circonvenir et tenir par la main, et, quand ils regimbent, il est déjà trop tard et on est dans la rue. Ce fâcheux accident les amène à être tous plus ou moins, malgré eux, malgré les soupirs et les soubresauts de leur fameuse conscience, des *fel-low-travellers*, comme disent les Américains, des « compagnons de route » qu'on entraîne et qui rompent, un jour, mais quand on est déjà dans le désert : et ils n'ont plus alors d'autre ressource que de rejoindre leur guide à contre-cœur vers la plus proche oasis.

Ce désarmement est d'autant plus dangereux qu'il est unilatéral. Les troupes d'élite ont encore une très jolie part dans nos dithyrambes. Cette énergie et ce courage que nous pourchassons chez nous, ils deviennent louables quand ils sont utilisés pour la promotion et le triomphe de l'univers grégaire. Mais quand l'énergie, le courage, la volonté sont exaltés dans les Etats communistes — et ils le sont — ce ne sont pas les qualités royales de l'espèce humaine qui sont placées au-dessus de toutes les autres et qui déterminent le classement de l'homme, ils sont simplement employés comme moyen. L'idéal est la termitière, mais le moyen de la termitière est la force. Et tandis que chez nous ces qualités sont employées avec dégoût, comme un instrument vil dont on ne réussit pas tout à fait à se passer, mais qui classe ceux qu'on emploie ainsi dans les catégories inférieures des *marines*, des mercenaires, des aventuriers, rétiaires peu honorables, au contraire dans le monde communiste, ces qualités sont reconnues provisoirement — et par nous-

mêmes — comme héroïques et sublimes parce qu'elles servent la fin grégaire qui signifie leur disparition.

L'hémisphère libéral se défend mal contre le communisme parce qu'il a absorbé à son insu des poisons paralyants qui engourdissent son bras et altèrent l'image de la vie qu'il se faisait jadis et qui inspirait son action. Mais il y a pire. Ces choix élaborés par une conscience-croupion, infirme qui n'entend plus que les gémissements de la sensiblerie, il prétend les imposer à tous, il en fait un dogme, il chasse de la cité ceux qui haussent les épaules. Nos « démocraties » se prétendent bien différentes des dictatures communistes. Pourtant, comme elles, elles exigent qu'on soit *dans la ligne*. Ceux qui s'y refusent ne sont pas envoyés en Sibérie, ni même en prison, mais ils deviennent des citoyens de seconde zone. Les lois électorales les contournent et les réduisent à l'impuissance. Ils font alors partie de minorités ignorées et brimées. On ne les empêche pas de parler, mais on s'arrange pour qu'on n'entende pas leur voix. On ne les empêche pas de vivre, mais on s'arrange pour que leur vie soit inutile. On ne leur ferme ostensiblement aucune porte mais on les éconduit. On ne les persécute pas, mais on les ignore. Ils sont des lépreux invisibles qu'on côtoie silencieusement. Ils ont une étoile jaune qu'on ne voit pas et ils la portent pendant toute leur vie.

Cette persécution sournoise est d'un bon exemple. L'idéal élevé que la conscience poursuit brille d'un éclat d'autant plus vif que ses ennemis sont plus abattus. Les vérités souhaitables s'établissent dans les consciences dociles qui ne sont pas imperméables au confort. La presse autorisée, la radio officielle, et celle qui l'est à demi, la télévision, appareil d'Etat, accompagnent l'air qu'on fait chanter aux nations sur des instruments divers dans lesquels les naïfs croient discerner des sons différents. Tout le monde marche du même pas dans son petit cortège, et c'est là l'essentiel. Des oppositions fantômes jouent brillamment leur modeste rôle dans cette agréable symphonie. Grâce à quoi l'opposition véritable s'étirole et avec elle ces sentiments mauvais, ces instincts pervers qui font tache dans la majestueuse uniformité de la pen-

sée grégaire. On n'a pas besoin de la Sibérie, on n'a pas besoin de la violence, on se débarrasse par extinction du type d'homme qu'on ne veut pas.

Tout cela semble de la politique et n'est pas de la politique. Tous ceux qui pensent que cela ne concerne que des minorités négligeables ont tort, car cette minorité c'est eux-mêmes et ce qu'il y a de plus précieux dans leur vie. Ils se disent qu'on est bien tranquille quand on n'entend plus le hennissement des chevaux impatients, ils ne voient pas que c'est pour eux qu'on avance le brancard. Ils se réveilleront quelque jour marchant au pas autour de la meule : ils y sont déjà.

Maurice BARDECHE.

N
sen
de
au
mon
L
du l
dép
et l
pré
app
men
d'un
éche
d'Oc
salis
l'act
les c
Le
bre
pren
préte
tions
guer
men
que

Un
au n
rienc
un d

Le destin des peuples : les idéologies et l'instinct national

Nous reproduisons ci-dessous deux textes d'Alfred Rosenberg, qui font sentir la continuité entre la crise actuelle de la civilisation et les transformations déjà commencées au XIX^e siècle et qui ont amené en 1914 la première guerre mondiale.

Le premier de ces textes est un passage caractéristique du Mythe du Vingtième Siècle qui montre bien le point de départ et l'orientation de la pensée d'Alfred Rosenberg et l'intérêt qu'elle peut encore avoir pour nous. Si l'interprétation typiquement raciste de l'élément nordique peut apparaître comme une préoccupation qui reste spécialement allemande, la thèse présentée sur l'irréductibilité d'un certain instinct moral, sur la primauté d'une certaine échelle instinctive des valeurs commune à tous les hommes d'Occident, ainsi que la condamnation des pseudo-universalismes destructeurs, reste une préoccupation majeure de l'actualité et un élément d'explication toujours valable dans les crises de notre temps.

Le second est un discours prononcé à Paris, le 28 novembre 1940 qui explique les événements dramatiques de la première moitié du XX^e siècle à la lumière de cette interprétation. Nos lecteurs feront d'eux-mêmes les rectifications nécessaires sur ce dernier texte, conçu pendant la guerre, et qui accorde à la banque juive, dans les événements du XIX^e et du début du XX^e siècle, une influence que nous jugeons excessive.

I

LES VOLEURS D'AMES

Une critique de la raison pure a pour but de mettre au niveau de la conscience les conditions de toute expérience et de fixer aux diverses activités de l'être humain un domaine déterminé et limité à elle seules. L'omission

de cette introspection critique a conduit au plus graves erreurs dans tous les domaines. La critique de la connaissance faite par Kant eut l'immense mérite de se produire à une époque où il était important de mettre une analyse claire à la disposition d'un public qui commençait à être fatigué des systèmes religieux, scholastique, naturaliste ou sensualiste. Après avoir rendu cet hommage à l'apport incontestable de la critique de la raison, il est toutefois indispensable de constater que, en ce qui concerne les modalités d'orientation de l'âme et de la raison, elle n'a pas épuisé le sujet, tout particulièrement parce qu'elle ne se prononce pas sur la valeur de *l'essence profonde* des différentes cultures et des différentes conceptions du monde. Ce jugement était particulièrement nécessaire en ce qui concerne le catholicisme romain, le judaïsme, le fanatisme islamique.

Au plus profond de sa conscience, un peuple qui vit sur une tradition culturelle propre ne peut reconnaître à personne le droit de s'instituer le censeur de ses instincts et de ses créations les plus personnelles pour les déclarer bonnes ou mauvaises, justes ou fausses. La culture en effet, n'est pas une manne qui tombe avec une dignité compassée d'un nuage lointain et qui se répand on ne sait pas exactement pourquoi tantôt sur l'une tantôt sur l'autre des régions de la terre : toute culture est au contraire une création perpétuelle qui sort de la vie elle-même, qui s'impose, qui, sous son propre mode, rationnel ou irrationnel, porte ses racines au plus profond de nous-mêmes pour constituer en nous une sorte de noyau indéracinable qui détermine sa propre échelle de valeurs et que tous possèdent au fond d'eux-mêmes (même si plus tard il arrive à cette culture d'être falsifiée) et qui donne à tous l'instinct profond d'une vérité fondamentale.

Chacune des races humaines a ainsi son âme propre, sa propre architectonique interne et externe, qui s'exprime par un style de vie caractéristique, par un équilibre qui n'appartient qu'à elle entre les puissances de l'instinct et celles de la raison. Chaque race humaine aspire, finalement, à la réalisation de l'idéal suprême qu'elle porte instinctivement en elle. Lorsque, dans son histoire, le déve-

loppement de cette aspiration est troublé ou même complètement supplanté par d'autres systèmes d'aspirations au moyen de transfusions excessives de sang étranger ou d'idées étrangères, la conséquence de ces transformations internes se manifeste toujours par une époque de chaos et de catastrophes. Car l'aspiration à une certaine échelle de valeurs détermine toujours une hiérarchie précise des autres aspirations et elle crée ainsi le style de vie d'une race, d'un peuple et des éléments ethniques qui leur sont rattachés. Et la renonciation à un tel idéal est toujours synonyme de dissolution pour la force créatrice et le potentiel de vitalité d'un peuple tout entier.

Après des catastrophes de ce genre, il peut arriver que les forces de l'âme nationale se renouvellent pour se grouper à nouveau autour du vieux noyau central traditionnel et pour créer une nouvelle forme d'existence dans de nouvelles conditions. Cela peut arriver après une victoire définitive sur les infiltrations étrangères qui ont été dominantes pendant quelque temps, mais cela peut se produire aussi en acceptant la coexistence d'un autre centre de cristallisation dans la nation. Dans ce dernier cas, un conflit entre deux ou plusieurs conceptions du monde reposant sur des échelles de valeurs différentes auxquelles les mêmes hommes d'une génération peuvent avoir part aboutit toujours à une rupture dramatique qui porte en elle le germe d'une totale décadence. S'il arrive au système qu'on a laissé s'infiltrer dans la nation d'affaiblir et de saper les croyances aux idées traditionnelles et d'éliminer ou de soumettre à leur joug les éléments ethniques qui en sont les porteurs et les représentants, cela signifie la mort d'une âme nationale et la nation ainsi amputée risque même de disparaître physiquement de la surface de la terre.

La vie d'une race, d'un peuple ne suit nullement une évolution logique, elle ne se déroule pas non plus conformément à certaines lois de la nature, mais elle est la construction constante d'une synthèse mystique, elle est une production de l'âme nationale elle-même qui ne s'exprime ni par des démonstrations rationnelles ni par un exposé ordonné des causes et des effets. Une culture,

dans sa signification profonde, consiste à dégager les valeurs directrices au point de vue religieux, moral, philosophique, scientifique et esthétique qui commandent son style de vie tout entier et qui, en même temps, dictent la hiérarchie des rapports et l'ordre auquel toutes les autres aspirations sont soumises. Un peuple essentiellement religieux aura une autre physionomie culturelle que celui qui est adonné uniquement aux impératifs de la raison ou à ceux du sens esthétique. *Enfin toute enquête véritable sur la raison est moins une exploration qu'une intuition, une intuition de l'âme et de la race elle-même, une intuition des qualités essentielles du caractère.*



L'époque chaotique que nous vivons aujourd'hui a ses racines dans un passé qui remonte à plusieurs siècles. En raison de certaines circonstances, il est arrivé que les règles de vie qui sont propres aux peuples nordiques ont été affaiblies par l'infiltration d'aspirations étrangères, qu'en beaucoup de domaines notre foi en notre propre échelle de valeurs a été sapée ou que notre hiérarchie de valeurs a été subordonnée à une hiérarchie étrangère à notre tradition ou à notre tempérament. Contre cette décadence, ce qu'il y a de plus conscient dans l'âme des peuples nordiques a lutté toujours d'une façon ininterrompue.

Le dix-neuvième siècle a assisté au développement dans l'Europe tout entière de trois systèmes qui se sont élevés parallèlement les uns auprès des autres. L'un était le vieux système de valeurs traditionnel, fondé sur la liberté de la conscience et sur l'idéal de l'honneur, sur lequel reposait la tradition occidentale. Le second était le dogme développé par Rome d'une doctrine d'amour universel mise au service d'une hiérarchie sacerdotale unitaire. La troisième était l'apologie ouverte du chaos, c'est-à-dire de l'individualisme matérialiste sans limites entraînant comme but final la domination économique-politique de la richesse, devenue l'unique force subsistante

et destinée à imposer sa forme à la civilisation tout entière.

Ces trois directions spirituelles ont exercé leur influence et l'exercent encore sur les âmes de chaque Européen. Au siècle dernier, on a appelé à des luttes à mort au nom de la liberté, de l'honneur et de la nation. En 1918, c'est la ploutocratie et l'Eglise romaine qui ont remporté la victoire. Toutefois, au milieu même de la défaite, il s'est éveillé dans les vieilles races nordiques l'instinct d'une nouvelle et plus profonde conscience d'elles-mêmes. Cet instinct aboutit finalement à la conviction qu'il n'est pas possible d'accepter la coexistence pacifique avec des droits égaux d'idéaux qui s'excluent nécessairement les uns les autres, comme nos peuples l'avaient admis autrefois généreusement pour leur plus grand malheur. Cette conviction proclame qu'il faut lier entre elles et réunir les forces qui sont apparentées par la race et l'instinct et qu'il faut au contraire en séparer ce qui leur est étranger, parfois même qu'il est indispensable de le combattre. Non pas parce que ce qui leur est étranger est faux ou mauvais en soi, mais simplement parce que c'est étranger et que la présence seule de cet élément étranger est une menace de destruction pour notre propre conscience nationale. Nous ressentons donc aujourd'hui comme un devoir de nous rendre notre souveraineté sur nous-mêmes et nous sommes convaincus que nous avons à nous retrouver dans les valeurs qui ont été essentielles à l'idéal de l'Occident ou alors que nous n'avons pas d'autre alternative que de disparaître moralement et physiquement.

La lutte véritable à notre époque n'a donc plus pour objet un simple accaparement du pouvoir qu'on peut réaliser par un compromis ou un partage comme on l'a fait jusqu'ici, mais au contraire notre but politique est la reconstruction d'une cellule spirituelle des peuples nordiques pour provoquer la résurrection dans toute leur souveraineté de ces idéaux et de ces valeurs desquels tout découle, qui seuls sont pour nous la culture, et qui en même temps assurent la reconstitution de notre substance nationale. Le combat politique peut encore longtemps peut-être nous

imposer des délais et des déceptions. Mais si nous réussissons à susciter quelque part un nouveau type d'Allemand conforme à l'idéal traditionnel du germanisme, si nous réussissons à le modeler à nouveau, s'il incarne incontestablement tout ce qui a fait hier et aujourd'hui la grandeur et l'individualité de notre âme nationale, de notre race et de notre culture, alors autour de ce centre vivant que nous aurons créé tout viendra s'agglutiner, tout ce qui combattait jusqu'à présent dans l'obscurité et qui, pourtant, se sentait rattaché par ses racines les plus profondes au vieux terroir de l'Europe.

II

LE SANG ET L'OR

Les grands bouleversements de la vie des hommes sont rarement le fait du seul hasard ou du seul arbitraire. Ils sont toujours conditionnés par une évolution de plusieurs années, voire même de plusieurs siècles, et les effets de cette évolution n'apparaissent parfois qu'en des occasions assez insignifiantes.

La guerre de 1939-40 n'est que la suite du conflit mondial qui éclata le 2 août 1914 entre le *Sang* et l'*Or*, mais cette fois, sur le plan d'une conscience plus élevée. Les deux fronts qui se faisaient face, il y a 25 ans, sont à peu près les mêmes aujourd'hui, mais l'équilibre des forces en présence s'est déplacé de façon si décisive, que nous pouvons d'ores et déjà, envisager la solution historique définitive du problème que pose la hiérarchie des valeurs.

Dès 1914, la conjuration formée contre le peuple allemand par les puissances démocratiques de la Haute-Finance et des Bourses du monde entier, était, de la part des Alliés, un acte des plus conscients. L'Empire allemand, par contre, n'avait pas l'exacte notion de la situation historique qui l'entraînait au combat. Dans l'Empire, vivait encore la tradition de la Prusse sobre et combative et le souvenir des grands penseurs et des poètes de l'Allemagne. Mais, dans le domaine de la direction intellectuelle, les forces politiques et économiques n'en étaient pas moins déjà passées dans le camp de ces puissances

d'argent dont l'assaut contre la nation allemande était préparé de longue date. C'est ainsi qu'en 1914, le mot d'ordre de l'Allemagne se bornait à la seule défense de la patrie et de la nation ; le pays ne se sentait ni soulevé par une seule grande idée, ni emporté par la volonté d'atteindre un but élevé. La nation était divisée entre différentes conceptions philosophiques et politiques qui s'excluaient l'une l'autre et qui avaient provoqué la constitution d'autant de partis politiques. Tout cela était le signe évident d'une impréparation intérieure aussi bien qu'extérieure en face du conflit d'envergure mondiale que l'Allemagne allait devoir affronter.

Et malgré tout cela, ce n'est pas la victoire des armes qui décida du sort de la guerre entre les Démocraties et l'Empire allemand. C'est la révolte aux arrières des armées qui causa l'effondrement et amena les humiliations sans nombre, qui, à la suite de la défaite, s'abattirent sur le peuple allemand de 1919 à 1933. Jamais d'ailleurs celui-ci ne perdit la conscience de ne pas avoir été vaincu par les armes, mais bien désagrégé de l'intérieur par la trahison et la famine et réduit, pour un temps, à l'impuissance devant le monde.

C'est pendant cette période d'humiliation que l'apparition d'Adolf Hitler et de son mouvement national-socialiste rendit de plus en plus précise la position morale de l'Allemagne en face des problèmes universels. Et la conscience du devoir qui s'imposait, reprendre la lutte pour ramener l'Allemagne à une grandeur nouvelle, devint le levier d'une des plus profondes révolutions politiques et philosophiques que nous puissions noter dans l'histoire du peuple allemand, voire même dans celle de l'Europe entière. L'Or et ses serviteurs qui, en 1914, déclenchèrent la lutte contre les forces vitales, profondes et créatrices encore existantes, pour s'en faire de nouveaux esclaves, n'avaient remporté sur elles qu'un semblant de victoire. Les véritables forces du Sang se sont violemment révoltées contre cet abaissement abject des valeurs réelles.

Cette connaissance du conflit gigantesque qui ébranle le monde depuis de longues années, nous oblige, nous autres, Nationaux-Socialistes qui avons pénétré les causes de l'effondrement allemand de 1918, à étudier de même le destin de tout le continent. Il convient ici que nous examinions les idées qui amenèrent en France, au XVIII^e siècle, la chute du régime monarchique, idées qui, par la suite, sont devenues les forces déterminantes de la conception libérale et ont effectivement régi la vie spirituelle et politique jusqu'en 1914.

Nous avons mené une lutte de front contre le libéralisme, le marxisme, la juiverie et la franc-maçonnerie. Cependant, même au plus fort de cette lutte décisive contre un ordre démocratique qui semblait fermement assuré et était célébré comme le seul ordre conforme aux lois du progrès, nous n'avons pas oublié un seul instant que cette époque libérale avait eu, elle aussi, ses personnalités créatrices, grands capitaines, hommes d'Etat, savants et inventeurs. Jamais nous n'avons oublié, en outre, que l'histoire des peuples ne peut pas avoir commencé avec l'an 1789 et ses conséquences, mais toujours nous avons su que les racines de leurs forces plongent plus loin dans les siècles, et même, souvent, dans les millénaires passés. Et, en face de l'insurrection qu'on nomme « la Grande Révolution française », nous avons fort bien su distinguer entre le fait même du soulèvement et les mots d'ordre intellectuels et moraux qui n'ont été que des causes partielles ou des phénomènes secondaires, au cours de ce soulèvement. Nous, Nationaux-Socialistes, nous nous élevons contre la fausse interprétation qui voudrait faire croire qu'en abolissant les idées du XIX^e siècle, nous voulons rétablir les formes de vie et le régime politique du XVIII^e ou même restaurer des formes plus anciennes encore de la vie politique. Nous avons fort bien compris qu'au XVIII^e siècle, le peuple français n'avait d'autre alternative que de s'abandonner à la déchéance, ou de chercher une fois de plus le salut dans une insurrection. Que la France ait choisi la Révolution, c'est, à n'en pas douter, un signe de vitalité intacte. Mais les mots d'ordre portés par cette vague déferlante, n'ont pas servi, nous en sommes con-

vaincus, les forces réelles de la vie. Ils ont au contraire amené les hommes à des conceptions idéologiques éloignées de la vie, ils ont arraché l'individu au vieux sol natal, et, en surestimant les constructions intellectuelles, ils ont amené les peuples à renier leur sang et leur instinct.

La Révolution française de 1789 fut l'expression d'une indignation légitime contre l'esprit d'inquisition de l'Eglise et contre la dégénérescence de l'époque dynastique. Le personnage de Louis XIV peut bien, par certains côtés, enflammer l'orgueil français. Il n'en est pas moins vrai que les contemporains du Grand Roi et surtout le peuple français eurent à souffrir d'un esprit d'exploitation tel, que même à cette époque, il n'était pas rare de voir éclater de petites révoltes. Il est vrai qu'on savait les réprimer, et parfois de façon sanglante, et que le triomphe de l'arbitraire royal avait vite fait de reprendre le dessus, jusqu'au moment où plus faible que les autres, un monarque innocent dut payer de sa vie les crimes de ses prédécesseurs.

Pendant les quelques années qui séparent la chute de la puissance royale de la Terreur jacobine, le pendule des opinions passa d'une intolérance confessionnelle séculaire et sans limite, à une tolérance de principe envers tout et tous. Et c'est cette faiblesse, conséquence de doctrines philosophiques chimériques et étrangères à la vie, qui amena les événements sanglants de la Place de la Concorde, les Girondins étant toujours, aux époques critiques, précurseurs des Jacobins.

Ceux qui prêchaient les soi-disant « Droits de l'Homme » furent partout fêtés — qu'il s'agisse de génies du rang d'un Schiller, ou de vulgaires démagogues. La doctrine une fois établie traversa l'époque de faiblesse girondine, et demeura, malgré les terreurs sanglantes, la source inépuisable des déclamations oratoires et de théories politiques.

Jadis, les idées de tolérance étaient le fait de penseurs imbus de sentimentalisme. Elles devinrent bientôt l'instrument de conspirateurs politiques, pour passer enfin,

au début de notre siècle, aux mains de véritables criminels.

Voilà le chemin parcouru par les idées de 1789, dans leur mise en pratique par les Démocraties. *On proclamait la liberté absolue, sans songer qu'une liberté véritable nécessite une certaine forme, et que la liberté n'est, en quelque sorte, qu'une possibilité de formation, et non pas le refus de toute forme.* On oubliait alors que chaque race, chaque nation entrée dans l'histoire, possède un « visage » qui lui est propre, et qui, en dépit d'une grande variété plastique, est l'expression d'une loi intérieure qu'on ne trahit pas impunément.

Après l'Allemagne, la France a pu voir à son tour qu'une heure de faiblesse dans l'histoire d'un peuple est lourde de conséquences qui peuvent s'étendre sur plusieurs dizaines d'années, voire même sur plusieurs siècles d'avenir. La confiance, la puérile confiance du peuple allemand dans la parole du Président Wilson a été un moment de faiblesse dans l'histoire de l'Allemagne. Ce qui lui en coûta, ce fut d'abord la défaite politique et militaire et ce cortège d'humiliations que, durant des années, nous avons supportées ensemble. Nous pouvons dire aujourd'hui qu'à l'heure où la France accepta les mots d'ordre insensés **des illuminés** de la Révolution, elle avait par là même souscrit à la décomposition de sa vie culturelle et économique. Cela, il est vrai, n'alla pas si vite qu'en Allemagne. Car, pour le peuple français d'alors, ces idées avaient encore une puissance d'attraction considérable, du fait qu'elles servaient d'instrument à la chute de l'ancien régime dont le peuple ne voulait plus. Mais si en France le processus fut plus lent, il n'en eut pas moins le même résultat.

La rupture des vieilles attaches, la liberté complète accordée à l'individu en matière économique ont elles-mêmes introduit le régime capitaliste qui arrive aujourd'hui à son terme, au milieu de la plus terrible des catastrophes. Ce sont ces idées qui ont fait admettre le prestige de la fortune comme base de toute vie sociale, économique et politique. Ce sont elles qui firent, de la richesse, la mesure de toute valeur sociale. Tous ces

phénomènes ont, pendant le XIX^e siècle et le début du XX^e, déterminé la physionomie de l'Europe.

Il faut dire que plus d'un esprit — aussi bien en Allemagne qu'en France et qu'en Angleterre — s'était de très bonne heure, élevé contre un système qui marchait à grands pas vers la décadence. C'est ainsi que Nietzsche et Lagarde, Wagner et Houston Stewart Chamberlain et tant d'autres, avaient dressé de vives protestations contre cette évolution des choses, en hommes clairvoyants, devant qui se dressait déjà le tableau d'une décadence générale, tandis que les soi-disant « techniciens de l'économie » n'en entrevoyaient même pas la menace. En France, Gobineau, Vacher, de Lapouge, ont été des prophètes sans peuples. En Angleterre, c'est en vain que Carlyle et Charles Dickens élevèrent la voix contre la misère sociale et l'exploitation brutale du peuple par les capitalistes. Tous ces grands noms ont, en Allemagne, été remis à l'honneur, tandis que leurs détracteurs, les prétendues « compétences » des chaires universitaires et les champions des doctrines démocratiques du XIX^e siècle, ne sont plus, à nos yeux, que des cerveaux obscurs et des esprits peu clairvoyants.

*
**

Lorsque la question de l'émancipation des Juifs vint à être discutée au Parlement révolutionnaire, un fossé très net se creusa entre le point de vue doctrinaire et les hommes qui n'étaient pas encore devenus aveugles aux réalités de l'existence. L'influence des fournisseurs de l'armée royale ne fut pas sans agir sur le doctrinaire français, quand celui-ci exigea l'émancipation des Juifs. Derrière le dos de la Constituante, des intrigants s'étaient déjà assurés la voix de la Municipalité de Paris et ce fut en vain que, luttant contre cette tendance, les délégués alsaciens déclarèrent avec courage que les discours ne suffisaient pas à résoudre la question juive. Lorsqu'au cours d'une séance leur porte-parole voulut montrer combien la question avait été mal posée — on l'avait naturellement envisagée sous l'angle religieux — et qu'il s'agissait là d'un problème vital, il fut violemment

pris à parti par un des proposants qui s'écria : « Je demande que soient rappelés à l'ordre, tous ceux qui parleront contre la proposition (l'émancipation des Juifs), car, la combattre, c'est combattre la Constitution. » C'est en vain que, au cours d'une autre séance, furent énumérés tous les abus des usuriers d'Alsace, en vain qu'on montra comment la totalité des biens alsaciens ne dépassant pas trois millions, ceux-ci se voyaient pourtant grevés de 15 millions de dettes, dont 12 millions venaient de l'usure.

Les phrases, les idées chimériques triomphaient du fait social, et le flot de la Révolution ne fit pas qu'engloutir un régime chancelant, il roula dans ses vagues ceux-là mêmes qui avaient souffert de l'ancien régime.

Les instigateurs de l'émancipation juive exerçaient leur influence dans les salons juifs de Berlin, sur certains Allemands exaltés et sentimentaux ; ceux-ci, à leur tour, publiaient des écrits sur la nécessité de délivrer le « pauvre peuple opprimé ». Là encore triomphait l'idée libérale sur le plus essentiel des impératifs de la vie nationale. Quelques dizaines d'années après l'émancipation des Juifs en France, la loi Hardenberg permit aux intérêts juifs de se donner libre cours d'abord en Prusse, puis dans l'Allemagne tout entière.

Nous avons vu, au XIX^e siècle, l'épanouissement de la puissance juive dans le domaine financier, économique et politique. Qu'est-ce donc que cela, sinon la conséquence de la doctrine néfaste qui confondait la tolérance envers les convictions divergentes au sein d'une nation, et la tolérance envers l'adversaire de tous les instincts nationaux de l'Europe ?

Les Juifs avaient, en fait, selon le mot de Fichte, une double prérogative : non seulement ils appartenaient au peuple juif sans territoire et admis, pour cela, dans tous les pays, mais ils avaient en outre droit de cité dans ces pays qui les hébergaient. Le service d'information organisé par les familles de la banque juive, leur assurait l'avantage sur les milieux économiques nationaux des autres nations. Au cours des années, ce privilège grandit à tel point que toutes les puissances politiques — Répu-

pliques ou Monarchies — furent contraintes de compter avec cette puissance d'argent. En même temps, la puissance juive mit sur pied des colonnes de choc qui devaient entrer en action contre tout Etat ou parti politique qui aurait prétendu s'affranchir de son emprise.

Combien de Français ont assisté à cette évolution des choses ! Combien d'entre eux ont voté contre cette décomposition de la vraie vie française ! Mais tous, à Paris, se sont heurté à la puissance de l'or, tous ont cédé à la puissance de la Banque juive et sont souvent devenus membres de ces organisations politiques, refuges, au XIX^e siècle, des idées de 1789, et qui déterminèrent les révolutions et les actions gouvernementales, en particulier celles de la Franc-Maçonnerie.

On ne peut séparer la Franc-Maçonnerie de l'histoire de la Révolution française dont les mots d'ordre venaient des Loges. Peu après que les Loges — dont le système était originaire d'Angleterre — furent établies en France sous la forme de clubs politiques, se répandit le mot d'ordre bien connu : Liberté, Egalité, Fraternité, qui orna bientôt les temples de la Franc-Maçonnerie et figura dans leurs salles de réunion, dans celle du Grand Orient de France en particulier. Les chefs spirituels du XVIII^e siècle, dont il m'est impossible d'énumérer ici tous les noms, appartenaient, à de rares exceptions près, à la Franc-Maçonnerie, comme d'ailleurs les chefs de la Révolution. Napoléon lui-même eut à compter avec les Loges et dut faire nommer son frère Joseph Grand-Maître de la Franc-Maçonnerie française. Un avis officiel déclara en 1811 que le refus d'accepter les Juifs au sein des Loges était en contradiction avec le Statut de l'Ordre Maçonnique.

Les Loges ont pu, avec leur idéologie et leur activité pratique, supporter le régime monarchique, et réussi à attirer dans leur cercle les chefs du jeune mouvement marxiste. Et comme pour marquer le triomphe de cette évolution, le buste de Marianne qui, la plupart du temps, porte l'inscription « République Française », s'honore, dans le temple du Grand Orient de France, du nom de République maçonnique. Il ne faut donc pas s'étonner de voir en 1889 le centenaire de la Révolution presque

exclusivement célébré par les membres de la franc-maçonnerie, et d'entendre l'orateur du Grand Orient de France déclarer qu'un jour viendrait où chaque état connaîtrait son année 1789, et conclure en ces termes : « Ce jour n'est plus très éloigné. C'est le jour auquel nous aspirons, car, alors, toutes les Grandes Loges et tous les Grands Orient se trouveront enfin réunis en une fraternité internationale. Voilà le merveilleux idéal dont l'avenir nous réserve la réalisation ». Le Congrès International de la Franc-Maçonnerie réuni en 1900 proclama à son tour cette idée fondamentale de la conquête du monde par le libéralisme politique. Et le Président du Congrès termina son discours par ces mots : « Le cri de « Vive la République internationale » ne sera bientôt plus un cri platonique. »

La guerre de 1914 est en premier partie de ces centres maçonniques internationaux. La haute finance juive, associée à la Maçonnerie internationale, entreprit, aidée du parlementarisme à sa solde, la lutte de l'or contre les forces de la vie. Cette suprématie de la Banque internationale, pour tout dire, cette domination de la finance, est sans aucun doute symbolisée par l'or et l'étalon-or. On avait réussi à persuader les peuples que la possession de l'or accumulé et improductif, était la condition préalable de la vie économique, et par suite, de la vie de l'Etat. Les forces qui, étrangères aux peuples, se sont agrippées à eux comme des colonies de parasites, ne pouvaient appuyer leur domination sur les forces vives de ces nations. Elles devaient chercher un moyen qui, indépendant des circonstances, constituerait une mesure invariable de l'existence même des peuples. L'étalon-or c'est-à-dire le rapport entre la circulation monétaire et la réserve-or, est devenu le dogme d'une certaine époque de l'histoire. Et bien que certains esprits sensés n'aient pas été touchés par cette aberration, bien qu'ils aient même livré combat contre ce dogme du XIX^e siècle, il ne leur a été possible ni de vaincre la presse juive toute-puissante, et la presse démocratique à sa solde, ni de libérer les peuples du mirage de l'or.

J'écrivais il y a 14 ans, dans la période de combat

de notre mouvement : « Si la lutte pour le sol est une affaire purement allemande, la lutte contre l'étalon-or devient une lutte intéressant toutes les nations, celles, du moins, qui se refusent à rester plus longtemps les instruments de Wallstreet, pour devenir enfin de véritables Etats nationaux. » Et plus loin : « A dire le vrai, il n'y a plus aujourd'hui, de par le monde, un seul Etat qui soit national, ni par sa politique étrangère, ni par sa politique intérieure. » Les élégants brasseurs d'affaires qui, en dernier ressort, régissent le destin des peuples (Rathenau) ont, depuis longtemps, su créer un Etat dans l'Etat, au-dessus de tous les Etats. Il leur arrive, si cela convient à leurs intérêts, de collaborer avec l'un ou l'autre des gouvernements. Ils peuvent jouer les grands patriotes. Mais ils sont déjà trop forts pour se sacrifier aux destins du pays qui les héberge. Leur puissance au sein de chaque Etat agit aussi à l'extérieur. La politique de famille des Juifs exerce, de son côté, une pression extérieure décisive, dès que la politique intérieure d'un Etat semble vouloir menacer le monde de la Finance et de l'Usure. Dans les coffres de la Banque internationale s'accumule le sang monnayé de millions d'hommes.

Tel est le résultat de la lutte monstrueuse entre les peuples, lutte qui, loin d'atteindre les Juifs, n'a fait qu'accroître leur prospérité. Des villages ont disparu, des villes entières, des provinces ont été labourées de grenades, les plus beaux monuments nous ont été enlevés sans espoir de retour. Une misère sans nom a régné parmi des millions d'individus, mais pas un peuple n'en a pour cela gagné la liberté. Non, ni les trahis, ni les triomphants, ni les vainqueurs, ni leurs satellites n'ont gagné la grande Guerre, bien que les « Feldgraue », les « Poilus » et les « Tommies » se soient battus pour la liberté de leur nation et pour garder ou acquérir à leurs pays respectifs une position honorable dans le monde. Oui, en dépit de cet idéal dont ils étaient remplis lorsqu'ils partirent au combat, tous ont été trompés dès le début de cette grande Guerre, et c'est aujourd'hui seulement que les yeux commencent à s'ouvrir. »

En considérant la situation présente, on tire la con-

clusion suivante : la lutte qui s'est engagée au sujet de l'or et de l'étalon-or est d'abord une lutte idéologique. La victoire sur le mirage de l'or est ensuite une question de puissance politique ; en troisième lieu enfin, le remplacement de l'étalon-or par une valeur nationale reposant sur la totalité des forces du pays, est une question de technique économique et financière. C'est pourquoi, si beaucoup de peuples d'Europe combattent pour leur espace vital, pour la sécurité de leurs minorités nationales ou pour le maintien de leurs traditions historiques, ils combattent en même temps pour résoudre des problèmes idéologiques qui ne sont qu'en apparence étrangers à la vie pratique de chaque jour.

En 1914, le parti de l'or a eu le dessus, les idéologies du XVIII^e siècle dont les Bourses et les Banques du monde entier constituaient l'expression matérielle, déterminaient la forme de pensée de la majorité des peuples tandis que le côté adverse, encore embarrassé dans sa pensée dynastique, n'était pas capable de dominer ce mouvement judéo-démocratique, dans le sens d'un avenir constructif. C'est au contraire empoisonné par lui qu'il devait tôt ou tard succomber.

La Révolution nationale-socialiste a, dès le début, saisi le problème aux racines et, à l'intérieur de l'Allemagne, armée d'un idéal nouveau, remporté la victoire sur les puissances juives et démocratiques, grâce surtout à l'esprit de sacrifice de ces millions d'hommes à qui un tel idéal semblait digne d'efforts, non seulement pour la rénovation de leur propre existence, mais pour le bien de la nation tout entière. Et derrière cet idéal qui assure le maintien des forces créatrices de la vie, derrière cet idéal qui ne comptait, aux premières heures, qu'une bien petite armée de champions, se tient aujourd'hui le bloc compact de 80 millions d'hommes.

*
**

L'époque 1789 touche à sa fin. Elle a été vaincue sur les champs de bataille des Flandres, de Lorraine et de la France du Nord, au moment où elle croyait encore, déjà à moitié décomposée, fixer selon ses propres vues,

le sort de l'Europe entière. Dans un élan révolutionnaire gigantesque, la nation allemande a vaincu quatre siècles de sa propre évolution, souvent malheureuse.

L'heure a sonné où, selon les paroles du grand Schiller, « chaque peuple peut bien se réjouir et célébrer ses petites victoires, celle du peuple allemand sera un jour la moisson de tous les temps. » Et les idées, jadis toutes puissantes, et ce monde des démocraties, fondé sur la Finance qu'on croyait invincible, nous les voyons à présent s'effondrer sur tout le territoire européen.

Pourtant au cours des dernières années, pendant et après la grande Guerre, et après 1933, plus d'une voix se sont élevées en France pour protester contre un tel état de choses. Mais un fait demeure : la Finance juive internationale dominait la vie française de façon si intense, qu'une révolte contre cette puissance n'était plus possible, par les seuls moyens du pays. Quelque opinion que les Français puissent formuler maintenant ou plus tard, sur leur grande défaite de 1940, ils devront avouer, s'ils sont sincères, qu'en battant l'armée française, l'armée allemande a libéré la France d'influences dont elle ne pouvait plus se défaire par ses propres moyens.

C'est un Français, c'est Clemenceau lui-même qui, tout en haïssant l'Allemagne, avait pressenti la victoire allemande sur l'incapacité des généraux et des hommes politiques français. « Quinze ans après ma mort, disait-il, l'Allemagne sortira victorieuse d'un nouveau conflit ! » Et il ajoutait, mélancolique : « La république était belle — du temps de la monarchie ! » En descendant des Jacobins, Clemenceau rêvait d'une république idéalisée. Il y voyait les plus nobles élans, dont, hélas, il ne trouvait pas trace dans la Troisième République française ! C'est ainsi que ce Français, malgré sa haine de l'Allemagne, fut le prophète de la défaite actuelle et cela, au milieu d'un triomphe qui, selon les apparences, semblait être le plus éclatant de toute l'histoire française.

La grande chance qui s'offrait en 1919, les démocraties n'ont pas su en tirer parti. Au lieu de bâtir un monde nouveau, on attisa la haine et la corruption et on prépara aux peuples de nouveaux déchirements. C'est pour-

quoi ceux-ci se sont détournés des formules démocratiques pour chercher dans l'autorité une nouvelle forme de vie et de gouvernement.

Une nouvelle ère commence. Ce sont les idées qui enflamment la foi, et c'est d'une grande foi que naissent les idées. Foi et idées engendrent les énergies et demeurent les piliers de toutes forces, si elles s'allient à un vouloir politique et si les vertus de la nation permettent d'imposer ce vouloir politique. C'est pourquoi nous ne considérons pas la grande Révolution nationale-socialiste comme un acte de puissance éphémère, dissimulant une énergie nationale défaillante.

Voici que, pour la première fois, un mouvement est né des profondeurs mêmes de la vie, porté par une conception du monde aux racines profondes et défendu par l'un des instruments militaires les plus puissants que l'histoire ait jamais connue, conduit par la volonté la plus inébranlable qui ait jamais régné en Allemagne, et assuré à l'intérieur par le réveil de l'instinct chez un peuple de 80 millions d'hommes, et d'une race qui saura désormais opposer aux forces de désagrégation, la puissance de ses énergies vitales.

C'est pourquoi la lutte qui depuis trente années se livre entre le sang et l'or, ce combat entre le XVIII^e et le XX^e siècles doit se terminer et se terminera par la victoire du sang, et que toutes les forces qui, dès 1917, allumèrent la haine farouche au profit des possédants et des serviteurs de la finance, combattent pour une cause perdue d'avance.

Le mouvement national-socialiste mènera jusqu'au bout la lutte pour une renaissance de l'Europe. Il tendra la main à tous ceux qui vont leur propre chemin, à tous ceux qui sont retournés aux sources véritables de leurs énergies et qui, aux côtés de l'Allemagne, et en acceptant la décision qui vient d'être prononcée par le sort, marcheront vers un ordre nouveau.

Ce n'est pas le retour aux idées du XVI^e et du XVII^e siècles qui permettra de dépasser les idéaux des XVIII^e et XX^e siècles. Si l'on veut vraiment balayer le siècle libéral et démagogique, il faudra laisser la parole aux vé-

ritables lois du xx^e siècle et ne pas laisser murer par la réaction les possibilités de cette heure historique.

Emergeant du chaos, de la misère et de la honte, l'idéal national s'est mis en marche contre l'idéologie internationale. La victoire de cet idéal dans tous les domaines, constitue la véritable Révolution universelle du xx^e siècle.

Alfred ROSENBERG.

Chronique des Arts

Trésors de Chypre au Musée des Arts décoratifs

Chypre, qui fut une île heureuse et paisible, Chypre occupe depuis quelques années une place trop fréquente dans les communiqués de presse, à la suite de déplorable incidents ayant opposé sa population d'origine grecque et ses minorités turques, dès la fin du mandat britannique et son accession à l'indépendance. Chypre depuis les débuts de l'ère moderne, et on peut dire depuis l'origine de son histoire, a connu maintes vicissitudes politiques, toutes résultant de sa situation géographique, et partant stratégique, dans la Méditerranée orientale : partie extrême de cet archipel, fragments détachés du massif continental eurasiatique, qui s'étale, comme les anneaux d'un collier, de la mer Ionienne aux rivages du golfe d'Alexandrette, du cap Matapan au redent de Latakieh. Chypre fut une sorte d'appontement, un premier relais entre les pays du Proche-Orient et ceux de la Grande Grèce. C'est de cette situation que résulte son histoire, l'emprise des cultures et des civilisations qui ont façonné son visage. Après les Hyksos, les Mycéniens et *ces peuples de la mer* qui élaborèrent et véhiculèrent les techniques de l'âge du bronze à travers tout le bassin méditerranéen et sur ses territoires périphériques, il y eut la domination assyrienne, égyptienne, la libération par Alexandre le Grand, la conquête romaine. Puis ce sera Byzance, la domination franque, les invasions arabes, la conquête turque, le retour des Anglais après sept siècles et la souveraineté épisodique de Richard cœur de lion. Enfin, ce que l'on sait.

Si Chypre a fait l'objet d'importantes études de nos historiens, — études relatives à ses trésors d'architecture médiévale gothique, avec Enlart, Focillon et A. Carlier, — si son île a été remise à la mode par les romans de Durrell, tout ce qui concerne son archéologie et sa préhistoire, aussi bien que son riche patrimoine d'art byzantin, était

beaucoup moins bien connu de nos érudits sans parler des simples amateurs et des touristes. La présente exposition, organisée au Pavillon de Marsan par l'Union des arts décoratifs avec le concours du Gouvernement chypriote, si séduisante, si attachante, sera pour beaucoup une surprise et une révélation. Elle connaît d'ailleurs un beau succès.

La partie préhistorique et archéologique est du plus haut intérêt, autant par la qualité des objets qu'elle nous propose que par les rapprochements qu'elle suggère avec d'autres documents mieux connus : de la Crête, de la Grèce insulaire et continentale, de la Sicile, de la Toscane, des pays d'Afrique blanche de l'Égypte à la Mauritanie. Quant à la section byzantine, avec son admirable collection d'icônes allant du septième au dix-septième siècle, elle offre un intérêt égal, sinon supérieur, à celui que comporte l'actuelle exposition d'Art russe au Grand Palais. Cette section seule mérite une longue et attentive visite. Elle peut permettre d'intéressantes comparaisons avec les icônes russes, qui élaborées sur les mêmes thèmes et en partant des mêmes techniques participent d'un esprit assez différent. L'art des peintres chypriotes, comme celui des peintres crétois, est un rameau de l'art byzantin plus imprégné de ce hiératisme et aussi de ce réalisme iconique qu'on retrouve dans les peintures funéraires coptes, dans les fresques des hypogées étrusques, chez les primitifs siennois et toscans.

Une section folklorique, présentée avec beaucoup de discrétion et de goût, clôt cette brève mais suggestive revue de l'art chypriote, que complètent des documents photographiques, des projections fixes sur les monuments et les paysages, de beaux spécimens d'orfèvreries et de céramiques traditionnelles.

Théodore Rousseau, au Musée du Louvre, Galerie Mollien

Commémorant le centenaire de l'artiste, né en 1812, mort en 1867, les Musées nationaux ont organisé une belle rétrospective de l'œuvre de Théodore Rousseau, dans la galerie Mollien du Louvre, provisoirement affectée à ses expositions temporaires. Cinquante-huit peintures,

trente dessins, aquarelles, eaux-fortes et clichés-verre nous proposent une assez significative revue de l'œuvre de celui qui avec J.-F. Millet fut un des chefs de file de *cette Ecole dite de Barbizon*, dont les peintres prirent la forêt de Fontainebleau et les sites avoisinants pour constant sujet d'étude et rénovèrent, durant la première moitié du XIX^e siècle, la tradition française du paysage. Si l'œuvre des artistes qui la constituèrent fut en grande partie occultée par celle des impressionnistes, dont ils furent les précurseurs et, dans une certaine mesure, les inspirateurs, elle ne représente pas moins un des moments les plus intéressants et les plus vivants de la peinture française moderne. Après avoir bénéficié, au siècle dernier, de la faveur des amateurs et subi une assez longue période d'éclipse, les peintres de Barbizon connaissent, aujourd'hui un regain d'intérêt en France et à l'étranger. Malheureusement et heureusement, c'est selon, nombre de leurs œuvres appartiennent à des collections étrangères privées et publiques, spécialement à celles des Etats-Unis, où elles connurent préalablement à celles des impressionnistes une faveur au moins égale ; d'où les difficultés d'organiser en France les rétrospectives pouvant leur être consacrées.

Théodore Rousseau, le premier artiste auquel un marchand, en l'occurrence Hector Brame, proposa un contrat monopolisant la commercialisation de ses œuvres, est une des plus attachantes figures parmi ces *Barbizonnais*, qui avant le mythe des « peintres maudits » incarnèrent celui des « peintres sauvages », barbus, chevelus, ayant adopté l'accoutrement et les conditions d'existence des paysans d'Ile de France, rompant en visière avec les convenances de la société bourgeoise du temps et faisant à ses yeux plus ou moins figures d'anarchistes et de *socialistes*, terme alors péjoratif. Si ce caractère folklorique a prévalu dans les souvenirs qui s'y rapportent, leurs qualités artistiques, leur retour à la pratique d'un art réaliste et de plein air, leur volonté d'expression lumineuse et colorée sont d'un tout autre intérêt.

On peut considérer sur ce plan Théodore Rousseau à la fois comme un novateur et un chef de file, exerçant une incontestable influence dans l'époque, autant par ses

dons de dessinateur et de peintre que par sa sincérité et son désintéressement. Alfred Sensier s'est fait l'historien attentif et sensible de celui qui fut son ami ; son beau livre sert encore de base aux travaux des historio-graphes du mouvement ainsi qu'à ceux des catalographes de ce bel et grand artiste qui mériterait qu'on lui consacra une monographie monumentale, enfin digne de lui. Marie-Thérèse de Forges, conservateur au Musée du Jeu de Paume, à laquelle nous devons un remarquable petit livre sur les peintres de Barbizon, a écrit pour le catalogue de l'Exposition (catalogue dont on ne peut que louer la présentation et la teneur) une biographie chronologique et précise, constituant une très intéressante contribution à cette œuvre souhaitée et de juste réparation.

Si j'ai chaleureusement accueilli le choix de la cimaise pour l'Exposition Ingres, je dois faire des réserves en ce qui concerne celle choisie pour celle de Théodore Rousseau. Cette tenture couleur vieil or, qui sous un éclairage insuffisant apparaît couleur moutarde, ne pouvait convenir à la plupart des tableaux exposés, peints dans une gamme chaude, ambrée, qu'accentuent les vernis. Elle les absorbe sans les mettre en valeur comme eût pu le faire le ton d'une cimaise échantillonnée dans les tons froids.

Georges Mathieu, au Musée d'Art moderne

LE SERGENT-MAJOR

L'Espagne a Salvador Dali, nous avons Georges Mathieu. Le second procède du premier comme *le fils procède du père*. Mais comparaison n'est pas raison. Si les deux personnages ont des paramètres communs, ils n'ont pas le même diamètre. Derrière la silhouette de Dali se profile celle de Don Quichotte. Derrière la silhouette de Mathieu, celle de Georges Courteline : Courteline vu à travers ses personnages à la fois si nets et si flous (quant à Courteline, lui-même, il est bon de préciser qu'il ne s'est jamais pris au sérieux). Il est d'autres notables différences dans l'idiosyncrasie de ces deux génies éponymes de l'art contemporain, l'un et l'autre, ornements épisodiques et bouf-

fons de nos écrans de télévision, matière à anecdotes pour nos courriéristes que ne gâte pas toujours l'actualité. Salvador Dali, se voulant l'égal de Picasso, ce qui n'est qu'une très modeste ambition, Salvador ne mettant qu'une virgule entre son nom et celui de Léonard, Salvador « *pictor optimus* », possède un honorable talent qui dans l'histoire de la peinture pourrait justifier sa prétention d'être l'épigone de Meissonier, plus justement encore celui de Bouguereau. Quant à Mathieu, ses dons de manieur de crayon et de pinceau n'ont jamais excédé ceux d'un de ces innombrables dessinateurs de publicité, dont l'arabesque élégante est au service indistinct des marchands de nouveautés, des fabricants d'articles de sport et d'appareils ménagers.

J'en viens à l'analyse du personnage et de ce qu'il appelle son œuvre. Si l'art de Georges Mathieu est à peu près inexistant, il existe dans l'époque *un cas Mathieu*, comme il y a *un cas Brigitte Bardot*, une infinité d'autres cas analogues, car notre époque « *est fertile en miracles* » et il est peu vraisemblable que les périodes les plus fabuleuses de l'histoire aient jamais vu fleurir autant de mythes, qui moins durables, il est vrai, que ceux de l'Olympe se fanent aussi rapidement qu'ils éclosent.

J'ai eu tort, je le reconnais, non pas d'avoir pris Georges Mathieu au sérieux — qui pourrait le prendre, à l'exception de notre ministre des Affaires culturelles et du président-directeur général d'Air-France — mais d'avoir accordé quelque importance à l'exposé de ses théories esthétiques. En une série d'essais, consacrés à cette grave question : *existe-t-il un art de l'informel ?* (1) j'essayais de pénétrer les arcanes de l'abstraction lyrique et de la peinture gestuelle. Mes lecteurs m'auront pardonné, je l'espère, cet excès de bonne volonté. En fait, Georges Mathieu est un homme-orchestre, vous savez un de ces petits saltimbanques ambulants, au demeurant fort sympathiques, qui à l'époque folklorique précédant celle du transistor, s'exhibaient dans nos rues et sur nos places. Ce parallélisme des

(1) Réf. *Défense de l'Occident* N.S. n° 4, 5, 6, 1960.

activités et cette ubiquité dans la présence sont aussi des traits daliniens chez notre Georges.

Je ne voudrais pas, cependant, m'en tenir à ces métaphores, qui si elles illustrent, n'expliquent pas. Afin de mener à bien ce travail d'analyse, je dois dire que la récente exhibition des *Affiches d'Air-France*, au musée d'Art moderne, avec les apparitions sur le petit écran de leur auteur m'auront été d'un grand secours, me donnant la clef du personnage. Rien n'a la vertu de l'évidence, cette évidence qui vous procure simultanément l'appréhension des causes et celle des conséquences. Pour l'examen des causes, la présence de Georges suffit. Et si on se reporte à la lecture de quelques textes, où ce profond penseur a tenté de dégager la philosophie de l'art de notre temps, on obtient à peu près ce qui suit, pouvant servir, le cas échéant, de fiche anthropométrique à ce redoutable récidiviste de la fumisterie préméditée.

Petit maigre, de constitution chétive mais nerveuse, comme il y a de fausses maigres, il y a de faux débiles. A la limite entre ceux que la nature a fait tels et ceux que le monde a rendu tels, sans parler de ceux qui se sont faits tels par amour de Dieu, atteint d'un complexe de frustration en faisant un sujet de choix pour l'examen clinique d'un psychanalyste orthodoxe, le port d'une moustache plus que gauloise, disons tartare, est un signe éminemment compensateur. A cette moustache s'ajoute, pour une projection dans le cosmos et la conquête d'une haute intellectualité — revanche suprême sur toutes sortes de déconvenues — une coiffure, plutôt une crinière, léonine, hirsute et disciplinée, chef-d'œuvre d'art capillaire et gestuel. Le tout composant la plus belle tête à claques qui se soit jamais offerte à l'admiration agressive des foules. Ceci pour l'apparence.

Quant à l'intériorité du personnage : une culture classique, qui lui confère dans les salles de rédaction et les avenues des cabinets ministériels, peuplés d'analphabètes, un indiscutable prestige ; après la lecture hâtive des auteurs grecs et latins, celle des historiens et doctrinaires monarchistes, de Blanc de Saint-Bonnet à Charles Maurras, une rapide et gestuelle incursion dans le domaine de la phé-

noménologie kantienne. Et voilà un petit bonhomme, armé de pied en cap pour la conquête du Parnasse, de la fortune, des commandes officielles et qui sait, de celle de l'Institut de France où sa présence, comme celle d'un coq dans un poulailler, activerait les pontes. Pour mémoire et à la liste des accessoires : la Rolls modèle *George V*, garnie de maroquin écarlate, le fauteuil *Renaissance* spécialement exécuté par les établissements Léviton, la robe de chambre en brocart et aux manches pagode, le sceptre, insigne de son incontestable souveraineté au royaume des imbéciles médusés et consentants.

Enfin les œuvres, il serait plus juste de dire les inintelligibles décrets qu'apostille d'un pinceau rageur ce calligraphe au service de l'indicible. Et c'est ici que s'éclaire le titre énigmatique de ce modeste essai consacré au *génial Mathieu* — le moins qu'on puisse dire pour qualifier un homme qui a tenu la gageure de faire tout avec rien. Son art : celui des sergents-majors au temps du brave Général Boulanger et avant que les états-majors aient adopté leur force de frappe à l'échelle régimentaire et des compagnies : la machine à écrire. Quel merveilleux sous-officier n'eut pas été cette habile et nerveuse recrue, qui brûlant les étapes aurait par de rapides promotions accédé aux états-majors de corps d'armée, avec le grade d'adjudant-chef et ces inégalables paraphes, qui après avoir comblé d'aise le Capitaine Hurluret eussent rendu d'inégalables services à Madame la générale, marquise de Troussainfal, pour l'envoi de ses « cartons » aux raouts de la garnison.

AQUARELLES DE GROMAIRE A LA GALERIE DAVID ET GARNIER

Il est un test qu'on peut dire de valeur constante, applicable à toutes les créations de l'esprit et spécialement celles de l'art : un créateur authentique ne va pas, sauf accidents et atteintes corporelles, en s'affaiblissant, au fil de l'âge et de l'expérience, mais en s'exaltant. Tous les grands artistes du passé ont vérifié cette vérité qui peut être considérée comme un axiome se référant aux structures mêmes de l'esprit. **Titien nonagénaire** — qui devait

mourir quasi-centenaire terrassé par la peste à Venise — renouvelle la technique et l'esprit de la peinture en des productions anticipant de plusieurs siècles sur ce que nous considérons comme des trouvailles de l'Impressionisme au XIX^e. Poussin, septuagénaire et fébricitant, atteint dans « *Apollon et Admète* », tableau qu'il laissa inachevé sur son chevalet, le sublime de son art. Plus près de nous, en dépit d'un glaucome qui l'amènera à une quasi-cécité, Claude Monet, octogénaire, peindra *ses nymphéas*, ouvrant une voie nouvelle à la vision et à l'expression picturales. Degas, lui aussi octogénaire et presque aveugle, exécutera ses merveilleux pastels qui sont probablement le meilleur de son œuvre. Cézanne, terrassé par une pneumonie contractée sur le motif, n'avait à 68 ans jamais été aussi grand. Par contre, que de carrières en contre-courbe, d'artistes au tempérament généreux qui dans l'exaltation sensuelle et sensorielle de la jeunesse produisirent des œuvres fortes mais qui, sans ressources profondes, sans concentration suffisante, gâtés par le succès, iront s'affaiblissant avec l'âge pour sombrer dans les plus lamentables maniérismes.

En cette fin d'année, point culminant de la saison artistique, parmi toutes les expositions particulières qu'elle nous propose, il en est une qui sollicite et retient notre attention : celle de Gromaire, à la Galerie David et Garnier, avec 33 aquarelles inédites et récentes. Toutes manifestent chez un artiste de 75 ans — je m'excuse de citer son âge — une verve, une alacrité, une fraîcheur de vision et de technique en flèche sur l'ensemble des productions d'un artiste laborieux, concentré, ayant derrière lui une longue et belle carrière de peintre, de décorateur et de graveur. Certaines d'entre elles sont de véritables chefs-d'œuvre. A la différence de la plupart, dessins au trait de plume rehaussés d'aquarelle, celles-ci sont de pures aquarelles, où quelques traits subjacents indiquent le rythme de composition mais dont les effets et toutes les valeurs sont déterminées par les taches dans *cette modulation colorée*, si chère à Cézanne et qui constitua techniquement son apport essentiel à l'impressionisme dont il s'évada en l'enrichissant. Je ne citerai aucune de ces réussites exemplaires, voulant laisser à

mes lecteurs, visitant cette belle et réconfortante exposition, le soin de les discerner, d'en jouir avec l'allégresse particulière et j'ajouterai nécessaire, que procure l'effort de compréhension qu'elle récompense. Les thèmes : la mer, la plage, la forêt, les canaux et les villes qu'ils animent ; les marins, les pêcheurs, les baigneuses, les bûcherons, tous ces thèmes, à vrai dire éternels, sollicitant les regards d'un artiste épris de la vie en ses perpétuelles et renaissantes manifestations.

CINQUANTENAIRE DE DEGAS (1834-1917)

A propos de Degas, dont l'année 1917 est celle du cinquantenaire de sa mort, survenue en pleine guerre et qui passa, dans les angoisses de l'époque, quasi-inaperçue, il est profondément regrettable que les Pouvoirs publics, qui s'ingénient à donner tant d'importance aux anniversaires des fausses gloires du moment, n'aient pas eu la moindre attention pour célébrer la mémoire de ce très grand artiste. C'est une petite galerie, au 28 de la rue de Miromesnil, « *La Galerie La Cave* », qui seule a pris en charge, avec des moyens très limités mais infiniment de goût, cette commémoration. Nous tenons à l'en féliciter.

F.-H. LEM.

Errata. — Je tiens à rectifier deux coquilles, qui se sont glissées dans mon avant-dernière chronique, n° 65, p. 77 : la première assez cocasse, qui, s'agissant de Paris, m'a fait dire « *irresponsabilités de ses admirateurs* » pour « *irresponsabilité de ses administrateurs* » ; la seconde, beaucoup plus désagréable, imprimant, au lieu de « *carrousel* » « *carroussel* », accréditant cette faute grossière que ne manquent pas de commettre la plupart des speakers de l'O.R.T.F. ; Dans le n° 66, p. 63, c'est « *idéologies marxistes-léninistes* » qu'il fallait lire et non « *idéologies...* »

LES LIVRES DU MOIS

Georges BLOND, « Rien n'a pu les abattre » (Presses de la Cité).

C'est un des meilleurs ouvrages de Georges Blond, bien que le sujet soit assez éloigné de ceux qu'il traite généralement. Georges Blond a eu l'idée originale de raconter l'histoire d'une ville à travers les siècles et il a choisi Toulon. Ce sujet inattendu passionnera tous ceux qui aiment l'histoire, mais pas seulement ceux-là. Car l'histoire de Toulon présente un certain nombre de particularités dramatiques que Georges Blond plus qu'un autre était propre à mettre en valeur. Cette cité de marins parle à son cœur et à son expérience de marin. Elle a connu en même temps des jours dramatiques. Parmi ces phases tragiques de l'existence du grand port, il en est deux en particulier dont le caractère convenait tout à fait au tempérament de conteur et de grand reporter de Georges Blond, l'une est le sabordage de la flotte en 1943, l'autre le siège de Toulon en 1793.

Dans ces pages, Georges Blond parle exactement comme s'il avait été un témoin des événements, avec une vérité, des traits frappants, quelque chose d'impressionnant dans le récit qui n'appartient sans doute qu'à lui. Si les journées dramatiques du sabordage de la flotte sont encore présentes à toutes les mémoires, le siège de Toulon sera au contraire pour la plupart des lecteurs une extraordinaire révélation. L'histoire de la ville soudain révoltée en pleine terreur contre les atrocités républicaines, se constituant en bastion indépendant d'une nouvelle France libre, appelant le comte de Provence, piétinant au milieu des acclamations la cocarde tricolore maudite et arborant partout le drapeau du roi, défi jeté à la Convention et en même temps tête de pont pour une reconquête du territoire, ouvrant sa rade aux Anglais et aux Espagnols et recevant les premières troupes du débarquement, c'est là un épisode à peine connu de l'histoire révolutionnaire que les historiens oublient généralement

ou qu'ils traitent comme un incident mineur. Le siège de Toulon n'est connu dans l'histoire que comme le premier exploit du général Bonaparte. En réalité, c'est tout autre chose et il fallait l'expérience de notre temps pour que nous en ressentions toute l'horreur. L'échec de l'opération, l'égoïsme des Anglais, leur rembarquement au moment où l'armée révolutionnaire de Dugommier marche sur la ville, la panique, la terreur qui s'empare des assiégés, les scènes terribles des dernières heures au moment où les plus compromis doivent à tout prix quitter le port, cette espèce d'exode plus effroyable encore que celui que nous avons connu, l'incendie des bateaux, les incertitudes de la mer, tout cela compose une fresque aussi puissante que si Georges Blond avait été présent aux événements eux-mêmes.

L'épuration dura cinq ans. A l'arrivée du vainqueur, on réunit tous les hommes de Toulon sur une vaste esplanade où les commissaires du peuple et les véritables républicains choisirent au petit bonheur ceux qu'on allait fusiller séance tenante. Les tribunaux spéciaux fonctionnèrent ensuite avec la fermeté qu'on peut imaginer. En 1798, on guillotina et on fusillait encore au titre des événements de 1793. Bonaparte partant pour l'Égypte dut protester avec violence parce qu'on lui apprit que des femmes enceintes, des vieillards et des enfants étaient encore collés chaque semaine au poteau d'exécution. Il y eut l'équivalent, dit Georges Blond, de deux millions et demi d'exécutions pour un peuple de cinquante millions d'habitants. Et encore les plus compromis avaient-ils réussi à fuir. Cet épisode terrible prouve que notre époque n'a pas eu autant d'imagination qu'on pourrait le croire et que nos « grands ancêtres » ont réussi des massacres collectifs bien avant notre génération.

Le récit de la grande peste de 1340 à Toulon n'est pas moins impressionnant et constitue aussi une série de pages magnifiques et effrayantes qu'on peut rapprocher de la fameuse description de la peste de Londres par Daniel de Foë. Ces grandes scènes d'histoire racontées comme des scènes d'actualité conviennent parfaitement au type d'imagination de Georges Blond et lui permettent de mettre en valeur toutes les qualités qui ont fait le grand succès de ses livres.

Jean-Raymond **TOURNOUX**, « La tragédie du général ».

C'est un document impressionnant et qui est destiné à garder dans le dossier gaulliste une place de choix. Il ne suppose aucun effort particulier, sinon de recherche. Raymond Tournoux a été parfaitement objectif. Il s'est borné à être le sténographe du général. Il a recueilli ses propos. Il les a recueillis avec soin, avec curiosité. Il s'est attaché surtout

à ceux qui étaient confidentiels. Ce dossier suffit pour situer le personnage qui en est la pièce centrale. C'est le réquisitoire le plus accablant qu'on puisse rêver et il est dressé par le sujet lui-même.

Des contradictions, des incohérences, des déclarations prétentieuses, on peut faire grâce à nos lecteurs. Ils les retrouveront là tout au long et elles sont d'ailleurs très connues. Elles ne font que souligner les circuits ahurissants et fantaisistes de la politique gaulliste. Il suffit de les juxtaposer pour détruire d'un seul coup cette idée que tant de gens ont répandue avec complaisance ou naïveté que De Gaulle était un homme profond, machiavélique et, avec beaucoup de cynisme, d'une incontestable intelligence politique. On voit clairement par ce dossier qui collationne ses différentes attitudes politiques qu'il n'en est absolument rien. Nous l'avons toujours soutenu ici : De Gaulle improvise, il subit les événements, ne dirige rien, se contentant de s'accrocher au pouvoir quelles que soient les circonstances et proclamant qu'il a toujours eu raison quelles que soient les conclusions.

Cette image assez piteuse, c'est celle que peut se faire du général De Gaulle tout spectateur attentif des événements. Le livre de Raymond Tournoux complète ce portrait en rendant sensible au lecteur un aspect moins connu du personnage. C'est une sorte de verve hautaine et cynique, une verveur militaire qui n'est que le masque truculent de l'égoïsme et de l'indifférence totale aux êtres et aux choses. Il y a du « Gayant » en De Gaulle. Le belge nourri de bière l'emporte souvent en lui. Dans les douanes, le lillois devenu adjudant-chef doit avoir cette rondeur cavalière avec les assujettis. C'est l'aspect que met bien en lumière le livre de Raymond Tournoux en révélant ce qu'on pourrait appeler, comme on l'a fait pour Hitler, les *Tischgespräche* de l'Élysée. Mais il y avait dans chaque mot d'Hitler une profondeur, une netteté de vision toute napoléonienne qu'on cherche en vain dans les propos banals et méprisants du sujet considéré.

Le lecteur le moins informé pouvait en avoir déjà quelque idée par l'indigence et la platitude d'improvisations publiques qui laissent loin derrière elles les fameuses lapalissades du maréchal de Mac-Mahon. Le livre de Raymond Tournoux constitue à ce point de vue un rapide florilège. Rappelons quelques-unes de ces perles. A Clermont-Ferrand : « Votre ville est bien de son pays, c'est-à-dire bien auvergnate et elle n'a pas tort ». A Aurillac : « Le Cantal est un excellent fromage, je souhaite qu'on en consomme beaucoup ». A Villefranche-sur-Saône : « Vive le Beaujolais ! » A Fécamp : « Je salue Fécamp, port de mer qui entend le rester et le restera. » A l'Argentière . « Il y a des tas de gens qui pissent

du vinaigre, mais moi je vous dis que les choses ne vont pas mal. »

Les conversations privées reflètent le mépris de tout le monde y compris et surtout le mépris du peuple français (en quoi De Gaulle n'a pas absolument tort). Le peuple français n'est pas le seul à jouir, du reste, de ces jugements expéditifs. Tous les hommes d'Etat qui ont traité avec De Gaulle et qui ne l'ont pas compris, tous les autres peuples sont également à mettre dans le même panier d'imbéciles. Cette philosophie du mépris et de la satisfaction de soi s'exprime par des confidences savoureuses et directes que les témoins ont recueillies et que Raymond Tournoux a soigneusement notées. « Pendant la guerre, j'ai gagné avec le micro, maintenant je gagne avec la télévision. » « Tous les hommes sont des fripouilles. » A Soustelle : « Moi, je ne crois en rien ». La politique du sujet décrit se résume en un mot, celui qu'il confia un jour au colonel Passy en 1957 : « Si jamais je revenais au pouvoir, je ne le lâcherais plus. » C'est notre malheur à tous, il faut le savoir et en tirer la leçon. De toute manière, le livre de Raymond Tournoux est utile il dégonfle quelques baudruches. Souhaitons qu'il se répande et qu'il désabuse ceux qui ont encore besoin de l'être.

Jean BOISSON, « Napoléon était-il franc-maçon ? » (Chez l'auteur, 10, rue Delambre, Paris-14^e).

Le Bulletin de l'Union des Intellectuels Indépendants signale ainsi l'intérêt de ce petit livre :

« M. Boisson expose les hypothèses et les raisons des partisans de l'initiation maçonnique de Napoléon quand il était simplement Bonaparte ou plus tard. Il montre aussi la position inverse des excellents connaisseurs de la révolution et de l'Empire qu'il a consultés. Ceux-ci n'admettent pas aisément, comme les premiers, le rôle de la maçonnerie d'abord dans les succès puis dans la chute de l'empereur. Toute cette partie de l'ouvrage est fort curieuse à suivre. Mais acceptera-t-on le fait que Bonaparte n'ait pas été initié parce qu'aucun document maçonnique subsistant ne le prouve bien que les maçons contemporains le traitent constamment de « frère » et que nombre d'autres indices suggèrent qu'il le fut ? Tant de causes et le simple hasard interviennent dans la destruction des papiers et des parchemins quels qu'ils soient, sans parler ici de la prudence des loges après l'Empire. D'ailleurs, me semble-t-il, M. Boisson n'a guère manié leurs archives anciennes maintenant accessibles. Aussi me paraît-il impossible pour le moment, même après son étude, de conclure sur la question qu'il pose. »

Ajoutons que la valeur de certaines preuves apportées par l'auteur nous paraît peu étudiée et fragile. Lorsque, par exemple, il explique par l'appartenance maçonnique de Grouchy son retard dramatique sur le champ de bataille de Waterloo, il semble que l'auteur montre trop de complaisance vis-à-vis de sa propre thèse et qu'il n'ait pas suffisamment consulté les témoins des événements. Il aurait appris chez eux que la raison la plus vraisemblable du retard de Grouchy vient très probablement du changement du chef d'état-major de Napoléon au moment de la campagne de Belgique. Alors que Berthier, précis et minutieux, envoyait toujours porter les ordres par trois estafettes, empruntant des itinéraires différents de manière que, malgré les hasards de la bataille, une des estafettes au moins arrive jusqu'au destinataire, son remplaçant le jour de Waterloo oublia cette routine essentielle. On sait aujourd'hui que l'officier d'état-major chargé de porter à Grouchy les ordres précis qui devaient le rabattre sur le centre de la bataille fut tué en cours de mission et ne put faire parvenir son message. Cette explication paraît plus convaincante que les arrière-pensées un peu trop inspirées de l'histoire de la Résistance.

Dans le même numéro, le Bulletin des Intellectuels Indépendants signale le livre d'Abel CLARTE « Alphabet un » et celui de Claude HISARD « Pétain 1914-1918 » dont nous ne pouvons pas donner d'analyse car nous ne les avons reçus ni l'un ni l'autre.

Nous tenons à signaler également deux ouvrages qui viennent de nous parvenir au moment où nous mettons sous presse. L'un est le numéro spécial du *Clan*, l'excellente et luxueuse revue de François Brigneau, qui, sous le titre *Les Noms sur les murs*, retrace les destins tragiques dont nous avons été témoins. Le recueil commence par le procès du commandant d'Estienne d'Orves, il se termine par ceux de Bastien-Thiry, Dovecar et Piegt. On y trouvera de beaux récits et d'émouvantes photographies. Dans l'ordre documentaire, on pourra lire également avec intérêt *Aspects des relations russo-roumaines*, importante analyse des relations entre la Roumanie et l'Union Soviétique dont la documentation paraît tout à fait remarquable (Editions Lommission, 73, rue du Cardinal-Lemoine).

Documents extraits de la Presse internationale

Nous continuons ci-dessous les indications que nous avons commencé à donner dans nos précédents numéros au sujet de la responsabilité des organisations juives dans l'extermination des Juifs au cours de la seconde guerre mondiale ou en tous cas leur inertie en présence de toutes les solutions qui avaient été offertes par le gouvernement allemand. Comme nos précédents documents, ceux que nous éditons aujourd'hui sont extraits de la Deutsche Hochschullehrer-Zeitung, n° 2 de l'année 1967 :

La guerre et les Juifs

Pour obtenir l'aide des organisations juives internationales à la politique d'évacuation des Juifs conçue par le troisième Reich, le président de la Reich Bank, le docteur Schacht, en accord avec Hitler, entreprit en décembre 1938 un voyage d'exploration à Londres. Schacht résume ainsi les résultats de sa mission : « J'arrivai dans la première quinzaine de décembre 1938 à Londres et j'exposai mon plan à Lord Berstedt de Samuel et Samuel, et à Lord Winterton, et au représentant américain, Mr Rublee. Ce plan consistait à prendre sur les fortunes juives qui avaient été confisquées en Allemagne une contribution d'un milliard de Marks et à mettre cette somme à la disposition d'un comité international agréé par les dirigeants du monde juif. Avec cette garantie initiale, les organisations juives internationales devaient émettre un emprunt dont le produit servirait à financer l'évacuation des Juifs allemands. La couverture de cet emprunt devait

être assurée en 20 ou 25 ans, délai pendant lequel l'Allemagne prenait l'engagement de payer en devises étrangères la contribution annuelle ainsi fixée. »

Le plan Schacht reçut l'accord de Montaigu Normann, gouverneur de la Banque d'Angleterre, mais il échoua, comme le docteur Schacht en 1966 l'exposa devant une assemblée d'hommes d'affaires ouest-Allemands, devant l'opposition résolue du docteur Chaïm Weizmann, président du Congrès Juif Mondial.

Le 24 janvier 1939, Hermann Goëring, en sa qualité de responsable du plan de quatre ans, adressa au ministre de l'intérieur, Willelm Frick, une note dont la première phrase était rédigée ainsi : « L'évacuation des Juifs d'Allemagne doit être réalisée par tous les moyens. » En conséquence, il proposait l'organisation d'un bureau central pour l'évacuation des Juifs composé de représentants des différents services concernés dont la mission serait de préparer les mesures pour accélérer cette évacuation, pour la réaliser, et pour en surveiller l'exécution.

D'un point de vue bureaucratique, ce nouvel organisme était placé sous la direction du Chef de la Police de Sûreté. Sa direction immédiate fut confiée à Heinrich Müller, policier munichois qui avait été jusqu'en 1933 un adversaire actif du national-socialisme et dont Hannah Arendt déclare qu'il était une autorité dans l'étude du système policier de la Russie soviétique. En même temps, le bureau des Affaires Etrangères fit distribuer à toutes les représentations diplomatiques allemandes à l'étranger un mémoire sur « La question juive comme facteur de la politique étrangère dans l'année 1938 ». Dans ce mémoire, on déclarait que « Le but de la politique juive de l'Allemagne était l'évacuation de tous les Juifs vivant actuellement sur le territoire du Reich. »

Le 30 janvier 1939, Adolf Hitler prononça devant le Reichstag ce discours souvent cité dans lequel il constatait que l'étranger montrait, certes, une grande sympathie en paroles pour les Juifs, mais que les pays étrangers contribuaient fort peu à découvrir pour eux un territoire national qui pût leur convenir. On savait très bien pourtant que le monde offrait assez d'espace convenable pour

l'installation du peuple juif et il pressait les Juifs de se constituer une conscience nationale propre s'ils ne voulaient pas se trouver un jour en présence d'une crise insurmontable. « Si la finance juive internationale, en Europe et aux Etats-Unis, réussit à dresser les peuples les uns contre les autres dans une seconde guerre mondiale, le résultat n'en sera pas la bolchevisation du monde entier et, par suite, la victoire des Juifs internationaux, mais la destruction de la race juive en Europe. »

Hitler fondait cette prédiction sur la constatation que le temps était venu où la propagande qui atteignait les peuples non juifs de toute l'Europe se trouvait entièrement entre les mains des Juifs. Dans une nouvelle guerre mondiale, il arriverait aux Juifs de tous les pays européens ce qui était déjà arrivé aux Juifs allemands. Cette menace ne prouvait nullement qu'à cette époque le gouvernement allemand se préoccupait de l'extermination physique des Juifs. Au contraire lorsque, seize mois plus tard, en avril 1940, Heinrich Himmler adressait un rapport secret au chef de l'Etat sur « le traitement des peuples étrangers à l'Est », il s'exprimait ainsi : « J'espère pouvoir effacer la notion même de juif grâce à une évacuation massive de la totalité des Juifs ». Dans le même mémoire, Himmler repoussait comme totalement impossible « l'idée bolchevique d'une extermination », phrase qu'Hitler annota des mots « très bien et très juste. »

A peine Goëring avait-il installé son bureau central que de nouvelles difficultés eurent lieu. Le 17 mai 1939, le gouvernement de Londres publia ce qu'on appelle le « Livre Blanc » concernant les quotas d'immigration pour la Palestine et les limitant à 75.000 personnes pour les cinq années suivantes. Parmi ces 75.000 personnes, il ne devait pas y avoir en totalité plus de 25.000 émigrants provenant d'Allemagne. Ce qui signifie que 5.000 Juifs seulement chaque année avaient la possibilité d'émigrer d'Allemagne en Palestine. Cette nouvelle limitation, après l'échec des conférences de Genève et d'Evian sur l'émigration juive, annihilait tous les plans à grande échéance des Allemands sur cette question.

La déclaration de guerre du docteur Chaim Weizmann

Cette situation fut finalement lourdement aggravée par un message du docteur Chaim Weizmann, ce même docteur Weizmann qui avait fait échouer le plan Schacht. Dans ce message rendu public le 29 août 1939, il donnait au premier ministre britannique les assurances suivantes : « La certitude que les Juifs ont une contribution à fournir à la défense des valeurs sacrées de la civilisation me pousse en cette heure hautement critique à vous adresser le présent message. Je souhaite donner une expression solennelle à la déclaration que mes collègues et moi dans les derniers mois et spécialement dans les dernières semaines vous avons déjà fait tenir. A savoir que nous, les Juifs, nous sommes tous du côté de la Grande-Bretagne et du combat mené par la démocratie. C'est notre vœu pressant de rendre publique cette déclaration. Nous souhaitons le faire d'une manière qui reçoive l'agrément complet des autorités britanniques. C'est pourquoi nous sommes désireux de nous placer, pour les grandes comme pour les plus petites questions, sous les ordres qui seront décidés par le gouvernement de sa majesté. L'Agence Juive Internationale se déclare prête à concrétiser sur-le-champ cette alliance en utilisant toutes les ressources du monde juif en personnel, en possibilités techniques et en moyens d'aide de toutes sortes. »

Ce message qui, dans les organisations juives, est considéré « comme regrettable au point de vue tactique » et « malheureux dans sa formulation », a été à maintes reprises présenté comme « la déclaration de guerre des Juifs à l'Allemagne ». Du côté juif, on s'est élevé contre cette interprétation en soutenant que le message de Weizmann n'avait pas été délivré au nom du peuple juif et que, par conséquent, il n'avait pas la valeur d'un engagement international. Cette interprétation n'est pas soutenable en raison des circonstances historiques et de la position de la question en Droit International.

Chaim Weizmann ne représente pas un secteur isolé ou peu important de la communauté juive, mais la force politique puissante du sionisme. Il était le successeur légitime de Théodore Herzl et l'héritier de sa puissance. A ce titre, il avait réussi à arracher au gouvernement britannique en 1917 la déclaration Balfour et, en raison de cette déclaration, il fut de 1918 à 1947 le chef universellement reconnu du mouvement mondial sioniste et fut également en 1927 à l'origine de l'Agence Juive fondée à Zurich comme organisme représentant dans le monde entier l'ensemble du mouvement sioniste. Il était, par conséquent, à la tête de l'organe exécutif d'un « gouvernement en formation » à l'aide duquel il disposait dans le monde entier d'une puissance politique incontestable. En raison de cette position d'autorité, il fut d'ailleurs finalement choisi en 1948 comme premier président de l'Etat d'Israël. L'Agence Juive, que Weizmann présidait, était donc effectivement comparable à un gouvernement en formation : « C'est sur le mandat conféré en Palestine que repose la situation légale de la représentation du peuple juif, l'Agence Juive, sous laquelle l'organisation sioniste fut d'abord reconnue pour la première fois. » Ainsi s'exprime Théodore Herzl dans son livre « Der Judenstaat » publié à Vienne en 1896 et publié à Berlin dans sa dixième édition en 1934, à la page 95. Théodore Herzl ajoutait la précision suivante sur ce problème de représentation en Droit International : « Les Juifs qui adhèrent à notre projet d'Etat juif forment ensemble une Société mondiale des Juifs. C'est celle-ci qui reçoit, grâce au mandat, l'autorité de parler et de traiter au nom des Juifs avec les gouvernements étrangers. Cette Société sera reconnue pour employer une analogie claire en Droit International comme une puissance en formation. » (Même ouvrage page 32). Et plus loin « la direction des Juifs dans le monde est assurée par cette Association des Juifs. » (Même ouvrage page 76).

Ce sont ces projets qui furent réalisés en 1917 et qui aboutirent, en l'année 1927, à la constitution de l'Agence Juive, successeur de l'Association Juive.

Il est donc impossible de soutenir que des déclarations

de Chaim Weizmann, qui ont une valeur représentative et diplomatique en 1917 et en 1927, également confirmées par sa position de chef d'Etat en 1948, cessent d'en avoir précisément en 1939. Ce sont des Juifs eux-mêmes qui s'élèvent contre cette interprétation puisque, au procès Eichmann à Jérusalem, « le juge Halévy a constaté avec raison qu'il y a eu en fait une déclaration de guerre du professeur Chaim Weizmann en l'année 1939, qu'on peut regarder comme une déclaration de guerre de tous les Juifs à l'Allemagne ». C'est l'hebdomadaire des Juifs en Allemagne, en date du 28 juillet 1961 qui fait cette constatation. L'état de guerre entre l'Allemagne et la Pologne au 1^{er} septembre 1939 fit donc entrer la solution du problème juif dans une phase nouvelle. La déclaration de guerre « avait pour conséquence la fin de la politique juive indépendante du S.D. » Cette conséquence fut marquée d'une manière significative par le fait que, désormais, la question juive tomba dans la compétence générale de la Gestapo. Pour celle-ci, la question juive n'était plus désormais qu'un secteur de la sécurité de l'état en guerre, dont les limites et les exigences lui dictaient sa politique. » C'est pourquoi, à cette date, les efforts pour résoudre le problème juif par l'émigration changèrent de direction et qu'on rechercha une solution dans la déportation des Juifs dans les territoires de l'Est où la défaite de la Pologne mettait à la disposition de l'Allemagne des zones territoriales très étendues.

Le S.P.E.S. et l'amnistie

Le « S.P.E.S. » (Secours Populaire par l'Entraide et la Solidarité) communique :

- 1° Le « S.P.E.S. » exprime sa profonde gratitude à tous les Députés, sans exception, qui ont voté la motion de renvoi du projet de loi d'amnistie gouvernemental le 28 novembre 1967.
- 2° Il rappelle :
 - a) que ce projet refusait l'amnistie de droit à tous les condamnés actuellement détenus et à tous les contumax condamnés à des peines criminelles,
 - b) que, selon le rapport du Garde des Sceaux — N° 1123 du 23 octobre 1964 — le nombre de ces contumax est de 261, et celui des contumax condamnés à des peines correctionnelles de prison est de 135.
- 3° Le « S.P.E.S. » s'étonne donc que dans le rapport de la Commission des Lois N° 523 du 23 novembre 1967 il soit déclaré que le nombre des contumax non amnistiés à l'heure actuelle est de 162.
- 4° Il proteste une nouvelle fois contre le fait qu'aucune liste nominative des amnistiés ne permette aux Parlementaires de vérifier l'exactitude des chiffres avancés par le Gouvernement.

- 5° Il déclare que désormais l'inscription des propositions de loi d'Amnistie à l'ordre du jour complémentaire des débats de l'Assemblée dépend de la seule Conférence des Présidents (article 89 du Règlement). Les 21 membres qui la composent peuvent et doivent sans délai en décider.

A l'occasion du débat sur l'amnistie, le S.P.E.S. a fait parvenir aux parlementaires les résultats d'un sondage d'opinion dont nous reproduisons ci-après le détail.

Les questions qui suivent ont été incorporées dans l'Enquête Statistique Périodique de la SOFRES réalisée auprès d'un échantillon national représentatif de 2.000 individus (hommes et femmes) âgés de 15 ans et plus, interrogés entre le 13 et le 24 novembre.

Question I. — A votre connaissance, est-ce que, parmi les **MUSULMANS ALGERIENS** condamnés en France à l'occasion des événements d'Algérie, certains sont encore en prison ?

— OUI	46 %
— NON	24 %
Ne sait pas	30 %
	<hr/>
	100 %

Question II. — Toujours à propos des événements d'Algérie, est-ce que, à votre connaissance certains des **FRANÇAIS** condamnés à cette occasion sont encore en prison ?

— OUI	71 %
— NON	9 %
Ne sait pas	20 %
	<hr/>
	100 %

Question III. — (Seulement si réponse OUI ci-dessus).
A votre avis, combien de FRANÇAIS condamnés par suite
des événements d'Algérie sont encore en prison ?

— Moins de 20	9 %
— Entre 20 et 45	7 %
— Entre 46 et 60	8 %
— Entre 61 et 100.....	7 %
— Plus de 100	14 %
Ne sait pas	55 %
	<hr/>
	100 %

Question IV. — En réalité, il reste actuellement une
cinquantaine de FRANÇAIS en prison qui ont été con-
damnés à la suite des événements d'Algérie. Vous savez
par ailleurs qu'on parle beaucoup en ce moment d'amnistie
générale, c'est-à-dire de libérer ces hommes emprisonnés
à la suite des événements d'Algérie. Voici, à ce propos,
les deux opinions que nous avons rencontrées : avec
laquelle êtes-vous le plus d'accord ?

— <i>Moi, je suis partisan d'une am- nistie générale</i> : en effet, il y a maintenant plus de 5 ans que la Guerre d'Algérie est terminée, le moment est venu d'oublier	63 %
— <i>Moi, je suis opposé à une am- nistie générale</i> : en effet, ceux qui restent en prison sont les principaux responsables, il faut qu'ils purgent leur peine jus- qu'au bout	23 %
Sans opinion - ne veut pas répondre	14 %
	<hr/>
	100 %

François Mauriac et le recours en grâce de Robert Brasillach

Nous empruntons cette mise au point à une conférence prononcée par Louis Gaitard à Lausanne devant les membres du groupe local de l'Association des Amis de Robert Brasillach. Le texte de cette conférence sera publié in extenso par la revue Ecrits de Paris qui a bien voulu nous autoriser à vous faire connaître dès maintenant le fragment ci-dessous.

Je ne crois pas que Mauriac ait fait effort pour remettre à Isorni une lettre à l'intention de la Cour de Justice. Il en était venu à comparer les magistrats chargés de l'épuration à « six-cent-vingt-trois Sisyphe se (retrouvant), chaque matin, devant leur rocher éternel ». Il en avait assez de « l'opération sanglante ». Il pensait, pour de vrai, que « ce serait une perte pour les lettres françaises si ce brillant esprit s'éteignait à jamais ». Et, Brasillach condamné, il tenta encore de le sauver.

Inutile de revenir sur ce que nous savons tous. Ce qu'il ne faut pas ignorer, c'est que ce de Gaulle, en qui, quelques semaines plus tôt, il avait voulu voir « La France elle-même... (apportant) à la conscience déchirée de nos frères la promesse de l'apaisement », ce de Gaulle l'intimidait. Il éprouvait déjà devant lui une sorte de crainte révérentielle, de dévotion mystérieuse et mystique. Aurait-il osé

l'aborder de front, comme le fit Albert Bayet dans un couloir du Palais-Bourbon ? Son prestige, la présence de son fils Claude au cabinet de de Gaulle lui ouvraient bien des possibilités, sinon des droits. Le hasard voulait qu'il eût pris rendez-vous avec le chef du gouvernement pour le samedi matin 3 février. Il profita de l'occasion.

Il en profita bien, nous n'en doutons pas. Le reconduisant à la porte de son cabinet, de Gaulle lui dit : « Je n'ai pas encore vu le dossier. Mais Robert Brasillach ne sera pas fusillé. » Il croyait la partie gagnée, au point qu'il eut l'idée, dès la porte franchie, de téléphoner à la mère de Brasillach pour la rassurer. Je revois Mauriac chez lui, quatre ans plus tard, revivant devant moi sa joie d'un instant à la pensée de celle qu'il allait soulever — et je l'entends s'exclamer avec une frayeur rétrospective : « Comme j'ai bien fait de me retenir ! »

Que s'est-il donc passé entre le 3 et le 5 février, entre la promesse faite à Mauriac et le rejet par de Gaulle du recours en grâce de Brasillach ? C'est ce que nous nous sommes demandés ensemble, Mauriac et moi. « Je n'arrive pas à comprendre, lui ai-je dit, l'attitude de de Gaulle. » Il m'a répondu : « Moi non plus. » Et il cherchait, émettant une hypothèse : « Je crois que l'exécution lui a été imposée par le gouvernement. »

J'ai eu la curiosité de me renseigner. Les journaux m'ont appris que les ministres ne s'étaient pas réunis entre le 2 et le 6 février. J'ai interrogé Pierre Mendès-France, qui était encore, à cette date, ministre de l'Economie nationale. « Jamais, m'a-t-il répondu, la condamnation, ni la grâce éventuelle de Brasillach n'ont été évoquées en conseil. De Gaulle n'aurait pas admis de partager avec ses ministres un droit régalien par excellence. Cela n'exclut pas que des ministres aient pu intervenir auprès de lui, dans un sens ou dans l'autre, au cours d'entretiens particuliers : mais j'ignore si le cas s'est produit. »

M. de Menthon est-il intervenu ? Il a formellement déclaré, au cours d'un déjeuner d'avocats, qu'il s'était « opposé à la grâce ». Son intervention s'explique en dehors de toute démarche particulière. Il était garde des Sceaux : il devait donner son avis officiellement, après avoir re-

cueilli les avis du Président Vidal (défavorable), du commissaire du gouvernement Reboul (défavorable), du Procureur Général Boissarie (favorable, paraît-il, au dire de l'intéressé) et de son conseil de direction.

M. Bidault est-il intervenu ?... François Mauriac l'a formellement mis en cause. D'abord, dans des conversations privées. Puis publiquement, dans le *Figaro Littéraire* du 24 avril dernier et, plus récemment encore, dans sa préface aux *Mémoires politiques*. Il raconte que, le samedi 3 février, au soir même de son entrevue avec de Gaulle, il dînait avec Georges Bidault à l'ambassade de l'U.R.S.S. (Il doit faire erreur en situant ce dîner au 3 février ; s'il est vrai que, recevant Henri Poulain le 5, il lui dit : « avant-hier... », c'est-à-dire samedi 3, il écrira, le 7, à Isorni : « vendredi soir... », c'est-à-dire le 2). « Je l'interrogeai anxieusement au sujet de Brasillach : sa réponse tomba comme un couperet... » Georges Bidault émettait-il une opinion personnelle ou s'était-il préalablement entretenu avec de Gaulle ? La question reste posée.

Mais ayant ou non, de sa propre initiative ou non, recueilli l'opinion de son ministre des affaires étrangères, le chef du gouvernement provisoire restait le maître de la vie et de la mort. C'est en toute souveraineté, sous le seul regard de Dieu, qu'il s'est prononcé. Il n'y a pas, dans cette affaire, de responsabilité diffuse, ou même partagée. Les balles qui ont tué Brasillach portent un nom, un seul.

« Tout cela est au-delà des paroles, écrira Mauriac à Isorni, le lendemain de l'exécution. J'espère que vous avez compris qu'il n'y avait rien à tenter une fois la décision prise par le Général... »

Je sais ce qu'on peut dire : l'intervention pressante d'Henri Poulain, le 5 au soir, auprès de Mauriac pour qu'il arrête la « machine mise en branle », pour qu'il joigne de Gaulle, pour qu'il l'adjure de revenir en arrière. Mauriac écoute, hésite, renonce et conclut : « J'ai fait tout ce que j'ai pu. »

Je crois que c'est vrai. Bien sûr, on peut imaginer Mauriac forçant la porte de la retraite présidentielle, demandant à connaître les raisons d'une rigueur qu'il n'attendait

pas, de Gaulle consentant à s'expliquer, lui montrant une photographie (dont il s'était dessaisi, d'ailleurs, avec le dossier) et Mauriac lui rétorquant victorieusement : « Mais vous vous êtes trompé ! Cet homme, revêtu de l'uniforme allemand, n'est pas Brasillach ! » C'est un rêve.

Mauriac admirait l'homme qu'il avait cru fléchir ; mais il avait compris que cet homme est un roc sans prise. Il était romancier ? La belle affaire, pour celui qui prétend incarner l'Etat ! Il était académicien ? Qu'est cela, devant celui sans qui l'Académie ne serait plus et auquel l'Académie a déjà offert deux de ses membres en sacrifice ? Que Mauriac, qui n'avait pas encore 80 ans, qui n'était pas encore Grand Croix de la Légion d'Honneur, qui n'était même pas encore « prix Nobel », se soit sous-estimé : c'est possible. Mais il avait raison d'être humble. Sa faiblesse était réelle. Le « Général » ayant « décidé », il n'y avait plus rien à faire.

Louis GAITARD.

une
c le
nt :
de
ève.
mais
rise.
end
vant
Aca-
ce ?
tait
tait
é :
fai-
n'y

DICTIONNAIRE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

publie sous la direction de

HENRY COSTON

●

Les doctrines et les idées ★ Définitions de termes ★ Les hommes politiques et les groupes ★ Les partis et leurs militants ★ L'opinion publique et ceux qui la fabriquent ★ Les moyens d'expression et les instruments de propagande (presse, radio-télévision, livre) ★ Les journalistes, les speakers, les orateurs, les auteurs, les éditeurs, les publicitaires ★ Les inspireurs et les commanditaires ★ etc...

Classés par lettre alphabétique, des milliers d'articles répondront aux questions que vous vous posez, avec un maximum de précisions et dans un minimum de place.

●

Dans ces 1.088 pages sur deux colonnes d'un texte très lisible, illustré de documents souvent inconnus, vous trouverez la réponse aux questions que vous vous posez chaque jour.

Un volume relié toile, 16,5 × 24,5 90 F

Envoi d'un dépliant explicatif contre enveloppe timbrée

LA LIBRAIRIE FRANÇAISE

27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6° - CCP Paris 11.447-35

En préparation

François DUPRAT

HISTOIRE DES S.S.

Ce livre constitue la première étude d'ensemble sur la SS qui ait paru en France. L'auteur a étudié tous les rouages de la tentaculaire organisation SS. Il s'est penché aussi bien sur la mystérieuse société de l'Ahenerbe, que sur les complexes services de sécurité du III^e Reich. Alors que jusqu'à présent, les livres traitant de la SS n'étudiait celle-ci que de « l'extérieur », on se trouve ici en présence d'un travail de « l'intérieur ».

Une part importante du livre est consacrée à la Waffen SS et comporte un bon tableau d'ensemble comparé de la participation des pays européens à la croisade contre le bolchévisme, et surtout, des monographies très complètes de toutes les unités de la Waffen SS.

Le long travail de recherche de l'auteur lui a permis de situer les généraux de la Waffen SS, leurs fonctions et leur rôle respectif.

L'Histoire des SS apporte de nombreuses révélations, en particulier sur des maquis inconnus de Waffen SS dans les pays communistes après la défaite allemande.

Une très bonne bibliographie commentée accompagne l'ouvrage, permettant au lecteur non spécialiste de s'orienter à coup sûr dans ses lectures sur la question.

Livre solide, donc, et pouvant servir d'ouvrage de référence par la précision, l'exactitude et l'exploitation des sources.

Un beau volume, relié toile de 420 pages, in-8° - Prix de souscription jusqu'au 31 janvier 1968 : 25 F.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION A L'HISTOIRE DES SS
à retourner à : Les Sept Couleurs, 27, rue de l'Abbé-Grégoire,
PARIS-VI^e.

NOM :

PRENOM :

demande de lui réserver et de lui adresser dès parution
..... ex. de l'ouvrage de François DUPRAT : Histoire des SS
ci-joint 25 F en chèque ou virement postal à votre compte
CCP, Les Sept Couleurs, 2182-19 PARIS.

SIGNATURE :